

**CONVENTION DE PARTENARIAT  
DISPOSITIF « KAP PHOTOVOLTAÏQUE »  
de la Région Réunion  
Programme POE FEDER 2021-2027**

**N°2024 KPV 5 ... . .**

**ENTRE, D'UNE PART**

**Le Conseil Régional de La Réunion**, ayant son siège social situé Avenue René Cassin – BP 67190 - 97801 SAINT-DENIS Cedex 9, représenté par sa Présidente, Madame Huguette BELLO, et désigné ci-après par « **la Région Réunion** »,

**D'AUTRE PART.**

**Le Professionnel** (Raison sociale) :

Au capital de :

Ayant son siège social au :

N° SIRET :

Représenté par :

En qualité de :

Et désigné ci-après par **le Professionnel**,

**ET**

**Energies Réunion – Agence régionale de l'énergie et du climat – SPL**

Société publique locale

Au capital de 993 967 euros

Ayant son siège social au : 2 rue Galabé – Quartier d'affaires Tamarins – Bât E, 1<sup>er</sup> étage – 97424 Piton Saint-Leu

N° de SIRET : 795 064 658 000 78 – Code APE : 7490

Représentée par Monsieur Matthieu HOARAU, en qualité de Directeur Général,

Et désignée ci-après par « **Energies Réunion** ».

## PRÉAMBULE

Par délibération n°20110633 du 04 octobre 2011, la Commission Permanente du Conseil Régional a mis en place le dispositif « Chèque Photovoltaïque », permettant de subventionner sous conditions, l'installation de centrales photovoltaïques chez des particuliers. Depuis sa mise en œuvre opérationnelle en 2014, les critères de ce dispositif sont révisés annuellement, en partenariat avec les acteurs locaux du photovoltaïque, de manière à assurer une adaptation du dispositif aux dernières évolutions réglementaires et techniques du marché.

Au 17/05/2024, le dispositif « Chèque Photovoltaïque » renommé "Kap Photovoltaïque" a permis le financement de plus de 4 000 centrales photovoltaïques, pour plus de 19 millions d'euros d'aide engagés. Cela représente une puissance totale de 17 MW, soit près de 100 000 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques installés en toiture.

Pour permettre une adaptation du dispositif aux objectifs régionaux de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (décret n°2022-575 du 20 avril 2022), ainsi que pour entrer dans le cadre d'éligibilité des fonds européens (FEDER), la Région Réunion a décidé en avril 2022 de maintenir l'aide régionale tout en ajustant ses modalités d'attribution.

En 2023, après concertation avec l'ensemble des entreprises partenaires, les modalités du dispositif d'aide régionale évoluent, afin de pouvoir s'inscrire dans le Programme Opérationnel FEDER 2021-2027, qui a été validé en décembre 2022, et viser les objectifs prévus dans le cadre du Plan Solaire Régional.

Par délibération n°DCP2023\_0527 du 18/08/2023 (rapport DDDTE n°114262), la Commission Permanente du Conseil Régional a validé la mise à jour du cadre d'intervention, au titre de la mise en œuvre du Programme POE FEDER 2021-2027.

Il s'agit pour la Région Réunion de démocratiser le solaire photovoltaïque résidentiel pour améliorer le pouvoir d'achat des réunionnais, créer de l'emploi local, réduire les consommations d'énergie et favoriser l'accès aux énergies renouvelables sur le territoire.

Le 17 janvier 2024 est publié au Journal Officiel l'arrêté du 5 janvier 2024 (désigné par l'arrêté S24 ci-après) fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar, ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure à 500 kWc et situées [...] à La Réunion [...].

Cet arrêté tarifaire instaure une prime à l'investissement pour les installations en autoconsommation avec vente de surplus et dédiées aux particuliers. En conséquence, dans un souci de bonne coordination des fonds publics régionaux, nationaux et européens, il apparaît nécessaire d'adapter les modalités du dispositif « Kap Photovoltaïque ».

Par délibération n°DCP2024\_0083, du 15 mars 2024 (rapport n°115167), la Commission Permanente du Conseil Régional a validé l'adaptation des modalités de l'aide régionale et européenne, pour tenir compte des conséquences de l'arrêté S24 sur le financement des installations photovoltaïques.

## Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions que les signataires s'engagent à respecter pour mettre en œuvre et participer au dispositif de financement des centrales photovoltaïques des particuliers « *Kap Photovoltaïque* » que la Région Réunion met en œuvre avec notamment le cofinancement des crédits du FEDER (fiche action 2.2.1 du Programme Opérationnel Européen FEDER 2021-2027.).

## Article 2. DESCRIPTIF DU DISPOSITIF « KAP PHOTOVOLTAÏQUE »

Le dispositif « KAP PHOTOVOLTAÏQUE » permet l'attribution d'une subvention régionale et européenne à des Particuliers qui en font la demande pour l'installation de centrales photovoltaïques individuelles neuves, acquises obligatoirement auprès d'un Professionnel partenaire du dispositif.

Le Particulier ne dispose pas de la possibilité de percevoir la subvention régionale et européenne sur son propre compte bancaire : une subrogation systématique sera faite en faveur du Professionnel retenu par le Particulier.

Seuls les Professionnels partenaires du dispositif pourront faire bénéficier leurs clients particuliers qui les auront mandatés de la subvention régionale et européenne.

En signant la présente convention le Professionnel s'engage à en respecter les termes et devient de fait partenaire du dispositif « Kap Photovoltaïque ».

### Les prestations éligibles au dispositif sont :

- **L'installation complète de centrales photovoltaïques de puissance comprise entre 0,3 et 9 kWc inclus, raccordées au réseau, sans vente d'électricité, couplées ou non à un système de stockage**, en totale conformité à la fois avec les règles de l'art, les lois et normes en vigueur, les critères d'éligibilité définis dans la présente convention, et le devis transmis au Particulier ;
- **L'installation à postériori**, dans les conditions techniques et financières définies ci-après **d'un système de stockage performant, pour les bénéficiaires possédant déjà une centrale photovoltaïque en autoconsommation sans stockage** ayant bénéficié d'une subvention régionale ;

Seules les implantations des panneaux en toiture, ombrière, pergolas et auvents sont autorisées. Les installations au sol ne sont pas éligibles au dispositif.

- ➡ La subvention est versée par la Région Réunion, sous réserve de la vérification par Energies Réunion de l'éligibilité de la centrale photovoltaïque installée chez le Particulier et sur présentation des pièces nécessaires par le Professionnel permettant d'attester que l'installation est réalisée, fonctionnelle, et conforme aux présentes, dans un délai de 18 mois **à compter de la date de notification de la subvention.**

- ➔ Le **montant** de l'aide versée par la Région Réunion dépend de la puissance installée et de la présence ou non d'un système de stockage.

L'aide maximale accordée aux différents types d'installations est donnée dans les tableaux ci-après.  
**Ces montants d'aides s'entendent toutes aides publiques à l'investissement confondues, et sont soumis aux plafonds applicables aux aides d'État. Pour toute la durée de la convention :**

<b>Installations photovoltaïques en autoconsommation totale, sans vente d'électricité, répondant aux conditions définies en annexe</b>		
Puissance installée	Sans stockage	Avec stockage
0,3 à 2 kWc inclus	<b>1 500 €</b>	<b>2 000 €</b>
> 2 kWc à 9 kWc inclus	<b>3 000 €</b>	<b>6 000 €</b>

<b>Système de stockage seul, répondant aux conditions définies en annexe</b>
<b>3 000 €</b>

L'aide régionale pour l'installation des systèmes de stockage seuls **est plafonnée à 70% du coût hors taxes du système**, dans la limite du montant forfaitaire cité précédemment.

Les subventions régionales et européennes sont accordées dans la limite de l'enveloppe budgétaire affectée au dispositif « Kap Photovoltaïque » de la Région Réunion, et dans la limite d'un plafond global des aides publiques à l'investissement. La Région Réunion sollicite le cofinancement des crédits du FEDER sur les dépenses qu'elle réalise sur ce dispositif.

### Article 3. VALIDITÉ TEMPORELLE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES

Les subventions accordées par la Région Réunion dans le cadre du dispositif « Kap Photovoltaïque » sont **valables dix-huit (18) mois à compter de la date de notification de la subvention**.

Le Professionnel dispose d'un délai de 18 mois à compter de la date de notification de la subvention pour réaliser la pose de l'installation et transmettre à Energies Réunion les pièces nécessaires au paiement de celle-ci, dans les modalités détaillées dans l'article 5 et les annexes 3 et 4.

Si aucune suite n'est donnée à un projet subventionné dans un délai de 18 mois à compter de la date de notification de la subvention, la subvention sera rendue caduque, et le Professionnel devra réaliser une nouvelle demande d'éligibilité. Le Professionnel s'engage par la présente à **ne pas démarrer les travaux d'installation avant la date d'accusé réception d'un dossier de demande complet et conforme** : tout démarrage de travaux d'installation avant la **date d'accusé réception d'un dossier de demande complet et conforme** rendra le dossier concerné inéligible.

Les signataires de la présente convention réaliseront un suivi de la validité des subventions accordées, en mettant en place des alertes avant l'échéance du délai de validité des subventions accordées.

En termes d'éligibilité temporelle, le Professionnel s'engage à présenter, au titre des versements des subventions accordées, uniquement des demandes de paiement qui s'inscrivent dans les délais du présent Article 3.

## Article 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

### A. Engagements de la Région Réunion

La Région Réunion s'engage à :

- Respecter les critères du dispositif « Kap Photovoltaïque » tels que décrits au sein de la présente convention ;
- Ne pas diffuser en dehors du cadre de cette convention les données techniques recueillies, notamment toute information ayant trait à l'ingénierie des systèmes et aux coûts. Elle pourra communiquer de façon globale sur les résultats de l'opération, et de manière ponctuelle, après accord du Professionnel, sur des cas d'installations jugées exemplaires et reproductibles ;
- Respecter les délais de traitements des demandes en vigueur.

Ces engagements s'entendent dans la limite des budgets affectés au dispositif.

### B. Engagements d'Energies Réunion

Energies Réunion s'engage à respecter les critères du dispositif « Kap Photovoltaïque » tels que décrits au sein de la présente convention. A ce titre, elle s'engage notamment à :

- Respecter les dispositions de la présente convention, notamment en s'assurant du respect des critères d'éligibilité au dispositif et en réalisant une vérification (sur site ou à distance) sur un échantillon de l'ensemble des systèmes installés ;
- Respecter les procédures de traitement des dossiers définies au sein de l'article 5 de la présente convention et au travers de ses annexes.
- Respecter les délais de traitement des dossiers, en vigueur.

Energies Réunion s'engage à informer régulièrement (mensuellement à minima ou sur demande) la Région Réunion et le Professionnel de l'état d'avancement des différents dossiers, notamment s'agissant du délai de validité des subventions, défini à l'article 3.

Dans le cadre de sa mission de service public « France Rénov' », Energies Réunion est amenée à informer le Particulier sur les produits disponibles sur le marché local, sur les produits adaptés à ses besoins de manière neutre et indépendante, et sans nuire à la concurrence entre les différents Professionnels partenaires.

Dans le cadre des autres dispositifs d'accompagnement à la rénovation énergétique portés par la Région Réunion, Energies Réunion pourra être amenée à conduire des diagnostics de performance énergétique chez les particuliers, et à conseiller ceux-ci sur l'ensemble des aides financières dont ils peuvent bénéficier.

Energies Réunion s'engage à ne pas diffuser en dehors du cadre de cette convention les données recueillies lors de l'instruction des dossiers de demande d'aide, notamment toute information ayant trait à l'ingénierie des systèmes, aux coûts, et au nombre d'installations réalisées. Energies Réunion pourra, de manière ponctuelle et après accord du Professionnel, communiquer sur des cas d'installations jugées exemplaires et reproductibles. La diffusion de données agglomérées et anonymisées est cependant possible.

### C. Engagements du Professionnel

Le Professionnel s'engage à :

- Respecter les dispositions de la présente convention,
- Respecter les critères du dispositif « Kap Photovoltaïque » tels que décrits au sein de la présente convention et dans les annexes correspondantes ;
- Fournir les matériaux et exécuter l'ensemble des services et travaux nécessaires à la conception, la fourniture et à l'installation de la centrale photovoltaïque, conformément aux conditions contractuelles et légales ainsi qu'aux règles de l'art ;
- **Apporter toutes les informations nécessaires aux Particuliers** sur le fonctionnement, l'entretien et l'exploitation de leurs centrales ;
- **Proposer au Particulier un service de maintenance** sur l'ensemble des installations financées par le dispositif « Kap Photovoltaïque » sous garantie de qualité, incluant en cas de mauvais fonctionnement de l'installation signalé, une intervention sur site dans un délai inférieur ou égal à deux jours ouvrés. Si le Particulier ne souhaite pas bénéficier du contrat de maintenance, le dossier de demande inclura une attestation signée des deux parties mentionnant que le Particulier ne souhaite pas souscrire à un contrat de maintenance.
- **Fournir au Particulier un service de supervision** permettant de suivre le fonctionnement de l'installation à distance, conformément aux critères de l'annexe 1.
- **Obtenir une certification professionnelle pour son activité photovoltaïque, portant sur la reconnaissance des capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise pour la conception et la réalisation de travaux de qualité. La certification sera conforme au référentiel établi selon la norme NF EN ISO 17065, et la conserver pendant toute la durée de validité de la convention de partenariat ;**
- **Respecter les exigences réglementaires en matière de recyclage des déchets**, notamment pour les modules photovoltaïques en fin de vie, en adhérant à l'éco-organisme SOREN, et en facturant l'éco-participation sur les panneaux qu'il commercialise. Le Professionnel est libre de s'associer à la démarche de réseaux de points d'apports volontaires mis en place par l'éco-organisme SOREN (ex PVCYCLE) à La Réunion ;
- Dans le cas où il commercialise des batteries, **respecter les exigences réglementaires en matière de recyclage des batteries en adhérant obligatoirement à un organisme local de collecte et de valorisation ;**
- **Fournir aux particuliers des estimations réalistes de productible et des calculs de rentabilité fiables, sous format papier ou informatique.** Les estimations de productibles seront spécifiques au projet du Particulier concerné, elles doivent notamment tenir compte de sa zone géographique, des masques sur site, de l'orientation et de l'inclinaison du champ solaire, et des caractéristiques électriques du matériel utilisé ;

- Informer les particuliers de l'existence de la plateforme gratuite en ligne permettant d'estimer le potentiel photovoltaïque et la production d'énergie des toitures sur le site du cadastre solaire : <https://www.cadastresolaire-reunion.re/> ;
- **Autoriser le CONSUEL à transmettre à Energies Réunion et à la Région Réunion les données techniques issues des centrales photovoltaïques ayant fait l'objet d'une subvention** dans le cadre de la présente convention, notamment les rapports de visite et d'audits ;
- **Autoriser EDF SEI à transmettre à Energies Réunion et à la Région Réunion les documents et données relatifs aux demandes complètes de raccordement réalisées sur les installations inférieures ou égales à 9 kWc ,**
- **Financer une visite de contrôle du CONSUEL sur chaque installation réalisée dans le cadre de la présente convention ;**
- Adopter une attitude respectueuse et courtoise envers les membres de Energies Réunion et de la Région Réunion, afin de favoriser un climat de confiance et de coopération mutuelle.

Le Professionnel s'engage à accomplir ses meilleurs efforts pour que l'installation, une fois réceptionnée :

- Produise de l'électricité conformément aux estimations de production électrique communiquées préalablement au Particulier et prévisibles pour la zone géographique ;
- Fonctionne pendant sa durée de vie prévisible dans des conditions normales d'utilisation.

Le Professionnel s'engage à ne présenter que des dossiers de demande d'aide « Kap Photovoltaïque » pour lequel il bénéficie d'un mandat donné par un Particulier faisant réaliser l'installation d'une centrale photovoltaïque individuelle ou d'un système de stockage. Il s'engage à ce que les installations réalisées dans ce cadre respectent les critères d'éligibilité de la présente convention.

Le Professionnel n'acceptera qu'une seule subvention au titre du dispositif « Kap Photovoltaïque » par centrale mise en service.

Le Professionnel s'engage à ce que toute installation photovoltaïque commercialisée dans le cadre du dispositif « Kap Photovoltaïque » bénéficie d'une période de garantie légale de conformité de 2 ans à compter de la date d'achat, au cours de laquelle le professionnel s'engage à intervenir, selon les modalités précisées à l'annexe 3 de la présente convention.

Le Professionnel imputera le montant de l'aide sur le montant total **hors taxes** du devis qu'il fera signer au Particulier ; il devra pour cela présenter un **acte de subrogation** dont les termes sont précisés au formulaire de demande signé par le Particulier. Le Professionnel est informé qu'en aucun cas il ne pourra réclamer au Particulier de payer le montant de l'aide régionale et européenne, dans le cas où le paiement de celle-ci serait refusé à l'issue de la procédure d'instruction des dossiers décrite à l'article 5, ou le remboursement sollicité dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

Le Professionnel s'engage à posséder au sein de son entreprise les compétences professionnelles nécessaires, acquises par la formation initiale ou continue, et/ou par une pratique confirmée.



Le Professionnel devra également être à jour de ses obligations légales, et disposer pendant toute la durée du partenariat des garanties et assurances légales couvrant explicitement l'ensemble des activités et travaux qu'il réalise.

Le Professionnel s'engage également à n'installer chez le Particulier que des matériels et équipements photovoltaïques conformes aux exigences réglementaires en vigueur, à la convention, ainsi qu'aux cahier des charges des installations subventionnées défini en annexe 1.

Le Professionnel s'engage à informer le Particulier sur les différentes conditions de garantie possibles pour son installation. Il fournira également au Particulier tous les éléments nécessaires à l'exercice du bénéfice des garanties matérielles.

Dans ses pratiques commerciales, le Professionnel devra assurer auprès du Particulier un rôle de conseil, l'assister dans le choix des solutions les mieux adaptées, compte tenu des besoins électriques du Particulier, du gisement solaire local, des contraintes du site, et des possibilités de raccordement au réseau.

Le Professionnel s'engage à respecter la réglementation en vigueur concernant la vente à domicile, en particulier les articles L121-1 et suivants du Code de la Consommation. Il s'engage également à respecter la loi n°2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux.

Le Professionnel s'engage à n'utiliser les données personnelles du Particulier qu'aux fins d'exécution du contrat d'achat, d'obtention du financement du projet, et de la présente convention.

Le « Kap Photovoltaïque » est une aide publique dont les critères d'attribution relèvent uniquement des compétences de la Région Réunion et de l'Union Européenne. En aucun cas le Professionnel ne pourra :

- Présumer de l'éligibilité d'un dossier,
- Prétendre intervenir pour le compte de la Région Réunion,
- Se servir de l'appellation « partenaire de la Région Réunion » pour induire le Particulier en erreur, ou forcer une vente.



## **Règles à respecter en matière de publicité**

Le professionnel s'engagera à mentionner sur le devis et la facture qu'il s'agit de l'opération « Kap Photovoltaïque », cofinancée par la Région Réunion et l'Union Européenne.

Les devis devront être établis avec la mention « devis sous réserve d'accord de financement régional et européen » relative à l'incitativité de l'aide européenne. Tout devis ne comportant pas ces mentions sera rejeté à l'issue du processus d'instruction.

Le professionnel s'engage à respecter les obligations de publicité et d'information sur l'intervention de l'Union Européenne, conformément au règlement (UE) 2021/1060. Toute communication autour du dispositif « Kap Photovoltaïque », devra mentionner le financement du dispositif par la Région Réunion et l'Union Européenne, et devra faire l'objet d'une validation de la part des services de la Région Réunion.

En tant que partenaire du dispositif Kap Photovoltaïque, le professionnel devra respecter les dispositions suivantes :

- **Apposition du logo de la Région Réunion et du logo de l'Union Européenne** sur tous les supports et/ou événements concernant le dispositif, **y compris les devis et factures** ;
- **Apposition d'un autocollant type « financé par l'Union Européenne » sur les parties visibles de l'installation (onduleur, batteries, etc.)** ;
- Insertion de la mention « le dispositif Kap Photovoltaïque est financé par la Région Réunion et l'Union Européenne » sur tous les outils de communications papier/PLV ;
- Mention du soutien financier de la Région Réunion et de l'Union Européenne sur les supports de communication présentant le projet : site internet, réseaux sociaux, bulletin, journal, etc. ;
- Mention de la participation financière de la Région Réunion et de l'Union Européenne lors de communication vers les médias (TV, radio, presse, etc.).

## **DANS LES SUPPORTS DE COMMUNICATION (PAPIER ET MULTIMÉDIA)**

Tout document de communication et d'information relatif au Kap Photovoltaïque doit intégrer le logo de la Région Réunion et de l'Union Européenne en première page.

Liste non exhaustive des supports concernés :

- Plaquette/dépliant, Brochure/flyer, Diaporama power point, Carton d'invitation, Affiche, Vidéo, etc.

## **SUR INTERNET ET LES RESEAUX SOCIAUX**

Pour tout article web publié, le professionnel s'engage :

- À apposer les logos Région et Europe sur la page web de l'article
- De mentionner le soutien financier de la Région et de l'Europe dans le texte de son article.

Sur les réseaux sociaux, il est demandé au Professionnel de faire référence à la Région Réunion et à l'Europe dans les posts.

## **DANS LA PRESSE ET LES MÉDIAS**

Si le professionnel est amené à communiquer vers la presse (locale, régionale, nationale), il convient de :

- Préciser le soutien de la Région Réunion et de l'Europe dans les communiqués et dossiers de presse ainsi qu'en cas d'interview (tv/radio/presse).
- Mentionner le soutien de la Région Réunion lors des discours et interviews.

Aucun document mentionnant le logo de la Région Réunion et du logo de l'Union Européenne ne pourra être édité sans accord préalable. Toute utilisation doit faire l'objet d'une demande auprès de la Direction de la Communication de la Région Réunion avec l'envoi d'un bon à tirer (BAT) à l'adresse : [communication@cr-reunion.fr](mailto:communication@cr-reunion.fr)

Tout document de communication créé pour la promotion du Kap Photovoltaïque devra faire l'objet d'une validation préalable auprès de la Direction de la Communication de la Région Réunion avec l'envoi d'un bon à tirer (BAT) à l'adresse : [communication@cr-reunion.fr](mailto:communication@cr-reunion.fr)

#### ▪ **DUREE DE L'ENGAGEMENT DU PROFESSIONNEL**

Enfin, le professionnel s'engage à respecter le présent accord de partenariat pendant toute la durée de son partenariat à l'opération « Kap Photovoltaïque ».

Le non-respect de ces engagements est susceptible d'entraîner le remboursement de la subvention versée, l'ajournement du traitement des dossiers de demande d'aide ou la résiliation de la convention dans les conditions définies aux articles 10 et 11 de la présente convention.

Le professionnel s'engage à respecter les délais de traitement des demandes, en vigueur.

## Article 5. PROCEDURE DE TRAITEMENT DES DOSSIERS

Les étapes ci-dessous doivent être respectées par l'ensemble des parties.

### **Étape 1 : Dépôt de la demande**

A l'expiration du délai de rétractation légal, le Professionnel mandaté expressément par son client à cet effet transmet, par voie dématérialisée (par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dédiée en ligne) à Energies Réunion, une demande d'aide dont les pièces sont énumérées à l'Annexe 4.

### **Étape 2 : Instruction du dossier de demande : complétude et conformité**

Energies Réunion s'assure :

- De la complétude du dossier et en informe le Professionnel, en lui envoyant un document déclarant la complétude du dossier par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dématérialisée,
- De procéder à la vérification de la conformité du dossier, en adéquation avec les critères posés par la présente convention dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la complétude du dossier. La date faisant foi est celle de l'accusé réception du dossier complet.

Dans le cas où le dossier est incomplet ou non conforme, le Professionnel en est informé par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dématérialisée, avec la mention de la pièce manquante qu'il doit ajouter ou de la pièce non conforme qu'il doit modifier le cas échéant.

**Dans le cas où le Professionnel réalise la pose avant d'avoir reçu le document déclarant la complétude et la conformité du dossier, la subvention du dossier concerné ne pourra être payée au Professionnel. En aucun cas le Professionnel ne pourra exiger du particulier qu'il procède au paiement du montant de la subvention.**

Energies Réunion se réserve le droit au cours de cette étape de demander des informations complémentaires au Professionnel sur les produits, techniques, ou hypothèses de calcul utilisées.

Dans le cas particulier où, à ce stade de la procédure, deux Professionnels auraient déposé un dossier de demande d'aide pour le même Particulier, il appartiendra au Particulier de choisir le Professionnel qui réalisera son projet photovoltaïque et d'informer Energies Réunion par écrit de sa décision ferme et définitive. Energies Réunion pourra à ce stade communiquer par écrit avec le Particulier pour l'informer des dossiers de demande le concernant, et le demander de choisir son Professionnel.

En fin d'étape 2, Energies Réunion informe la Région Réunion de la complétude et de la conformité du dossier par rapport aux critères établis aux présentes. Energies Réunion informe le Professionnel du statut de ses dossiers. Seuls les dossiers complets et conformes aux présentes sont transmis à la Région Réunion.

En cas de contrôle par la Région Réunion relevant une erreur, le dossier est renvoyé à Energies Réunion pour mise en conformité.

En aucun cas il ne sera considéré que le dossier de demande de subvention est conforme de manière tacite ou implicite. La complétude et la conformité d'un dossier de demande de subvention font obligatoirement l'objet d'une notification de la part de Energies Réunion.

### ***Étape 3 : Notification d'éligibilité par la Région Réunion***

Après que la conformité du dossier a été validée par Energies Réunion, la Région Réunion procède à des contrôles de cohérence sur les dossiers reçus. Le cas échéant, la Région Réunion prépare et notifie un arrêté d'attribution de la subvention au Professionnel et transmet au Particulier un courrier lui notifiant la décision d'attribution de la subvention.

Il n'y a pas de paiement de subvention à cette étape. Dans le cas où le projet est abandonné à ce stade, le Professionnel doit informer par écrit Energies Réunion et la Région Réunion. Celle-ci procédera au désengagement des fonds alloués au projet et le Professionnel ne pourra transmettre une demande de paiement.

### ***Étape 4 : Réalisation de la centrale***

Le Professionnel réalise la pose de la centrale photovoltaïque (ou du système de stockage) :

- Soit après avoir reçu l'arrêté de subvention (notification d'éligibilité) de la Région Réunion (document transmis en fin d'étape 3)
- Soit après avoir reçu l'accusé de réception de son dossier de demande complet et conforme (document transmis en fin d'étape 2). **Toutefois, dans ce cas, le Professionnel est informé qu'il**

**existe un risque que le dossier ne soit pas éligible par la suite, et que par conséquent le montant de la subvention ne puisse pas être payé.**

Dans tous les cas, bien que ce ne soit pas exigé au dossier de subvention, la pose de la centrale photovoltaïque nécessite que le professionnel ait déposé une déclaration préalable de travaux en Mairie et obtenu le certificat de non-opposition. En fonction de la puissance de la centrale, le professionnel doit également déclarer l'installation à EDF.

La centrale photovoltaïque doit être conforme au devis signé par le Particulier joint au dossier de demande de subvention, ainsi qu'aux critères définis en annexe. Chaque centrale photovoltaïque financée par le dispositif fait l'objet d'un contrôle de conformité par le CONSUEL.

A la fin des travaux, le Particulier signe un procès-verbal de réception des travaux, et procède au paiement de la part qui lui reste à charge une fois la subvention déduite, conformément aux modalités de paiement établies dans le contrat de vente entre le Particulier et le Professionnel.

### ***Étape 5 : Transmission de la demande de paiement***

Le Professionnel mandaté à cet effet transmet à Energies Réunion par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dématérialisée les pièces nécessaires au paiement de l'aide, pièces listées à l'Annexe 4, dans un délai maximal de 18 mois à compter de la date de notification de la subvention. La demande de paiement ne pourra intervenir que postérieurement à la date de notification de la subvention.

En cas de modification du devis ayant servi de base à l'attribution de la subvention, le Professionnel devra obligatoirement fournir le dernier devis signé du Particulier lors de la transmission des pièces de paiement et en faire le rattachement au dossier de demande de subvention (par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dématérialisée).

Cette modification de devis n'est possible que dans la mesure où le montant total subventionné, toutes aides publiques à l'investissement confondues n'est pas affecté, ainsi que le mode d'utilisation de l'énergie produite.

Les modifications se déclinent en deux catégories :

1. **Les modifications dites non substantielles**, c'est-à-dire qui n'affectent pas le délai de validité de la subvention et/ou le montant de la subvention et le montant du cofinancement Européen, devront faire l'objet d'une déclaration au dépôt de la demande de paiement de la subvention ;
2. **Les modifications dites substantielles**, devront faire l'objet d'une demande de modification de la demande de subvention, avant l'installation. La demande de modification fera l'objet d'une décision modificative, à réception de laquelle le Professionnel pourra présenter la demande de paiement de la subvention.

Si la demande de paiement intervient plus de 18 mois à compter de la **date de notification de la subvention**, la Région Réunion et Energies Réunion n'instruiront pas la demande.

### **Étape 6 : Instruction de la demande de paiement**

Energies Réunion vérifie la conformité des pièces reçues dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande complète de paiement. En aucun cas il ne sera considéré que le dossier de demande de paiement est conforme de manière tacite ou implicite. La complétude et la conformité d'un dossier de demande de paiement font obligatoirement l'objet d'une notification de la part d'Energies Réunion.

Energies Réunion se réserve le droit de demander des informations complémentaires au Professionnel sur les produits ou techniques employés, ainsi que des précisions sur l'ensemble des pièces reçues pour la demande de paiement.

Si l'installation photovoltaïque est conforme aux critères d'éligibilité ainsi qu'au devis pris en compte pour le calcul de la subvention, Energies Réunion transmet à la Région Réunion une copie des pièces du dossier de paiement et l'informe de la conformité pour le versement de la subvention.

Si l'installation photovoltaïque n'est pas conforme aux critères d'éligibilité et/ou au devis pris en compte pour le calcul de la subvention, Energies Réunion en informe la Région Réunion et le Professionnel.

À l'expiration de ce délai, à défaut de preuve de mise en conformité de l'installation, du dossier de demande de paiement, ou si la liste des pièces nécessaire au paiement n'est pas complète, Energies Réunion ne transmettra pas le dossier pour paiement à la Région Réunion.

Un dossier déclaré éligible à l'étape 3 peut être refusé en paiement à l'étape 6, tant que le Professionnel n'a pas transmis à Energies Réunion une demande de paiement complète et conforme aux exigences de la présente convention.

En aucun cas il ne sera considéré que le dossier de demande de paiement est conforme de manière tacite ou implicite. La complétude et la conformité d'un dossier de demande de paiement font obligatoirement l'objet d'une notification de la part de Energies Réunion.

### **Étape 7 : Paiement du montant de la subvention**

Après vérification des pièces décrites à l'annexe 4, la Région Réunion procède au mandatement de l'aide au Professionnel dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la réception au sein de ses services des pièces nécessaires à ce mandatement. Ce délai peut-toutefois être dépassé sans pénalité par la Région, notamment au période de changement de budget (décembre/janvier).

### **Seuls les dossiers jugés complets et conformes seront traités par la Région.**

La Région Réunion précise que les procédures budgétaires et délais d'engagement des enveloppes peuvent conduire à devoir stopper l'attribution de subvention régionale et européenne pendant certaines périodes.

Le paiement du montant de la subvention est exécutable dans la limite de l'enveloppe engagée par la Région Réunion et dans la limite des budgets affectés au dispositif, et dans la limite d'un plafond d'aide, toutes aides publiques à l'investissement confondues.

## Article 6. CONTROLE DE L'EXECUTION DE L'OPERATION

### 1. Contrôle en cours d'instruction de l'opération

Energies Réunion peut, à toute étape de la procédure, de manière discrétionnaire ou à la demande de la Région Réunion, de l'Union Européenne ou du Particulier, s'assurer auprès du Particulier de la bonne exécution de l'opération et de sa satisfaction, aux moyens de visites ou de contacts téléphoniques. A ce titre, les dossiers de demande de subvention devront comporter les coordonnées complètes des Particuliers concernés.

***Dans l'hypothèse où le Particulier constate une anomalie dans le bon déroulement du dispositif, ou de manière générale, dans le bon déroulement de son projet photovoltaïque, il peut en informer la Région Réunion et Energies Réunion, qui pourront le cas échéant procéder à l'étude du dossier. Un échange sera entrepris avec le Professionnel, pouvant aboutir à l'acceptation ou au rejet définitif du dossier.***

**Contrôle après exécution de l'opération**

La Région Réunion ou l'Union Européenne pourront faire procéder à toutes opérations d'audit technique de conformité sur les centrales qui auront bénéficié de leurs aides. L'audit technique pourra être réalisé dans la continuité des vérifications préalables au paiement ou à tout autre moment après paiement. Les audits pourront être effectués par Energies Réunion ou un autre prestataire, en présence ou non d'un représentant du Professionnel.

La Région Réunion et Energies Réunion se réservent également la possibilité de mandater un bureau d'études ou un organisme de contrôle agréé pour effectuer un audit technique des installations.

Le Professionnel en sera informé et pourra être présent lors de ces audits. Il devra cependant pour cela se conformer aux créneaux proposés par l'organisme qui aura la charge de les effectuer.

Sur un échantillon minimal représentant 20% des dossiers de demande de paiement reçus, Energies Réunion vérifie auprès du Particulier l'état de fonctionnement de l'installation en réalisant une vérification sur site ou à distance.

L'échantillon de contrôle sera établi par Energies Réunion de manière la plus représentative possible au regard des critères suivants, par ordre de priorité :

- Nombre de dossiers de demande de paiement reçus par entreprise
- Types d'installations (avec ou sans stockage)
- Situation géographique des installations.

L'échantillon de contrôle sera augmenté dans le cas où des non-conformités majeures auront été constatées de manière récurrente sur les installations d'un Professionnel.

Les contrôles feront l'objet d'un rapport mentionnant les non-conformités relevées ainsi que leur degré d'importance (non-conformité majeure ou mineure, ou observation). Ce rapport sera adressé au Professionnel avec une **mise en demeure de remise en conformité, assortie d'un délai d'un mois**.

Avant l'expiration de ce délai, le Professionnel devra fournir à Energies Réunion et à la Région Réunion un rapport de mise en conformité et toute preuve qu'il jugera nécessaire pour justifier de la levée des réserves mentionnées dans le rapport de contrôle. Une contre-visite pourra être organisée sur l'installation concernée.

Si la mise en conformité de l'installation n'a pas été réalisée dans un délai d'un mois courant à compter de la notification de la mise en demeure, la Région Réunion ou son représentant pourra solliciter le remboursement de la subvention dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention. Le Titulaire pourra en outre faire l'objet d'une suspension du traitement de ses dossiers de demande d'aide dans les conditions définies aux articles 10 et 11 de la convention.

De manière périodique, Energies Réunion adressera à la Région Réunion et aux Professionnels partenaires un bilan global des contrôles réalisés.

### **3- Contrôle de l'utilisation des fonds publics**

Dans le cadre des présentes, le Professionnel reconnaît et accepte que la Région Réunion et l'Union Européenne, en leur qualité de pourvoyeur de fonds publics, puisse faire procéder à des contrôles ou audits au sein de la société du Professionnel, afin de vérifier l'utilisation des fonds publics alloués et de s'assurer du respect des engagements pris par le Professionnel.

Le Professionnel consent à coopérer pleinement avec les représentants désignés par la Collectivité pour effectuer ces contrôles ou audits, en fournissant tous les documents, informations et accès nécessaires à la réalisation de ces vérifications. Le Professionnel garantit également que toutes les informations fournies dans le cadre de ces contrôles ou audits seront exactes, complètes et transparentes.

Le Professionnel reconnaît que ces contrôles ou audits peuvent être réalisés à tout moment pendant la durée d'exécution des présentes, ainsi qu'après sa résiliation ou son expiration, dans la limite des délais de prescription applicables.

Le Professionnel reconnaît en outre que la Collectivité peut se fonder sur les résultats de ces contrôles ou audits pour prendre toute mesure appropriée, y compris mais sans s'y limiter, celles décrites aux articles 10 et 11 des présentes.

Le Professionnel reconnaît que cette clause est conforme au droit français et aux principes de bonne gestion des fonds publics.



## Article 7. UTILISATION ET PROTECTION DES DONNEES

### ***Informations statistiques***

Le Professionnel accepte que les prix qu'il pratique soient utilisés par la Région Réunion et Energies Réunion pour renseigner des indicateurs globaux que la Région Réunion souhaiterait exploiter sous réserve qu'aucune donnée individuelle ou nominative ne soit publiée.

Les données techniques fournies par le Professionnel (puissance, surface, capacité de stockage, répartition géographique des centrales par exemple) peuvent également être exploitées de manière statistique par Energies Réunion et la Région Réunion, sans qu'aucune donnée individuelle ou nominative ne soit publiée.

De manière trimestrielle, un bilan du dispositif est présenté par Energies Réunion à la Région Réunion. De manière périodique, et après accord expresse de la Région Réunion, un bilan global du dispositif pourra être présenté aux Professionnels partenaires.

### ***Protection des données à caractère personnel***

Chaque partie est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution des prestations, notamment le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

Les Parties s'engagent ainsi à se rapprocher afin de définir les rôles et responsabilités de chacune d'entre elles à l'égard dudit traitement et à mettre en place toutes les mesures visant à protéger les droits des personnes.

Les Parties concluront alors, selon les cas, une convention de sous-traitance ou de co-responsables de traitement visant à définir les moyens, finalités et modalités de mise en œuvre du traitement ainsi que les obligations et responsabilités de chacune d'entre elles.

Les données collectées auprès des particuliers sont uniquement celles qui sont nécessaires et suffisantes à l'attribution de l'aide régionale et à la vérification du bon fonctionnement de l'installation.

Les particuliers bénéficiaires sont informés sur l'utilisation de leurs données dès la collecte, et des finalités de traitement de leurs données. Les particuliers bénéficiaires sont également informés des modalités d'accès, de rectification et de suppression de leurs données lors de la demande de subvention.

## Article 8. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à partir de sa signature, pour une durée d'un an, avec un effet rétroactif à la date de dépôt de dossier de candidature complet pour les dossiers de demande d'aide. La présente convention est applicable aux dossiers de demande d'aide dont le devis a été signé à partir de la date de dépôt de dossier de candidature complet. Ceux-ci seront traités conformément aux dispositions ci-contractuellement définies.

Toute installation dont la date de commande est antérieure à la date de dépôt du dossier de candidature complet ne pourra faire l'objet d'une demande d'aide au titre de la présente convention.

La présente convention est exécutable dans la limite de l'enveloppe engagée par la Région Réunion pour l'opération et dans la limite des budgets affectés dans le cadre du programme POE FEDER 2021-2027.

La Région Réunion précise que les procédures budgétaires et délais d'engagement des enveloppes peuvent conduire à devoir stopper l'attribution de subvention pendant certaines périodes.

La présente convention est renouvelable par tacite reconduction sur présentation des pièces justificatives (décrites en annexe 2 de la présente convention) avant l'échéance, sauf dénonciation écrite formulée par l'une des parties avec un préavis d'un mois avant l'expiration de la convention.

La convention continuera à produire ses effets après sa dénonciation pour tous les dossiers en cours d'instruction à compter de cette date. Ces dossiers seront traités jusqu'au contrôle postérieur au paiement de la subvention ou, à défaut, à la décision de rejet définitif de la demande.

## Article 9. AVENANTS

La présente convention pourra faire l'objet d'avenants, en accord avec les trois Parties à la présente convention.

## Article 10. SANCTIONS

La Région Réunion se réserve le droit de demander le remboursement de la subvention versée au Professionnel ou de suspendre le traitement des dossiers de demande d'aide déposé par ce dernier dans les cas suivants :

### ***Remboursement de la subvention***

Dans le cas où, à l'issue des opérations de contrôles définies à l'article 6, les non-conformités relevées ne seraient pas résolues à l'expiration de la mise en demeure prévu audit article, le Professionnel sera tenu de rembourser intégralement le montant de la subvention perçue à compter de la notification qui lui aura été faite par la Région Réunion, son représentant ou tout organisme habilité à cet effet. Le délai accordé pour le remboursement de la subvention sera mentionné dans le titre exécutoire émis par la Région Réunion.

Le remboursement de la subvention ne fait pas obstacle à la possibilité de mettre en œuvre la clause de résiliation prévue à l'article 11 de la présente convention.

### ***Suspension du traitement des dossiers de demande d'aide***

Toute mise en demeure adressée dans les conditions définies à l'article 11.C.2 de la présente convention entraînera automatiquement la suspension du traitement des dossiers de demande d'aide en éligibilité ou en paiement. Cette suspension prend effet de plein droit à compter de la notification de la mise en demeure susvisée jusqu'à la mise en conformité du Professionnel constatée par la Région Réunion ou Energies Réunion ou tout organisme habilité à cet effet.

Aucun nouveau dossier ne pourra ainsi être déposé par le Professionnel avant la notification du constat de mise en conformité. Tout dossier déposé par le Professionnel entre la date de notification de la mise en demeure ayant entraîné la suspension du traitement de ses dossiers et celle du constat de mise en conformité, sera rejeté de plein droit et ne pourra être pris en charge dans le cadre de la présente convention.

Le traitement des dossiers déposés par le Professionnel avant la notification de la mise en demeure continuera à être réalisé dans les conditions définies à l'article 5 de la présente convention.

Au cours de la période de suspension, le Professionnel sera exclu de toute opération de communication et de publicité relatives au dispositif. A ce titre, il ne sera plus référencé comme entreprise partenaire du dispositif d'aide régionale. De plus, l'accès du professionnel à la plateforme dématérialisée de demande d'aide sera impossible.

### ***Exclusion du dispositif pour fraude ou tentative de fraude***

Dans le cas où sont constatés une fraude ou une tentative de fraude du Professionnel, la Région Réunion exclura le Professionnel du dispositif pour une durée de 5 ans à compter de l'information faite au Professionnel du constat de la fraude ou de la tentative de fraude. Cette information du constat de fraude ou de tentative de fraude se fera par lettre recommandée avec accusé réception.

Le Professionnel ne pourra plus se prévaloir de la qualité de partenaire de la Région Réunion, ne pourra plus faire acte de candidature, ni soumettre de dossiers de demande d'aide ou de paiement.

Cette exclusion concerne tout dispositif d'aide à l'acquisition de centrales photovoltaïque financé par la Région Réunion, actuel ou futur.

Cette clause est applicable pour toute fraude ou tentative de fraude du Professionnel qui serait constatée sur tout ou partie des centrales photovoltaïques financées par la Région Réunion depuis 2011.

## **Article 11. RESILIATION**

A compter de la prise d'effet de la décision de résiliation, le Professionnel cessera immédiatement de se prévaloir de toute référence et d'user de l'appellation « partenaire de la Région Réunion ».

## **A. Résiliation simple**

Moyennant le respect d'un préavis de 2 mois, la présente convention pourra être résiliée à tout moment, indépendamment de toute faute, sur demande de l'une des parties formulées par lettre recommandée avec accusé réception adressée à chacune des deux autres parties. La décision de résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit de l'une ou l'autre des Parties.

Le Professionnel devra continuer à se conformer aux dispositions de la présente convention jusqu'à l'achèvement de toutes les installations ayant déjà reçu une décision d'éligibilité au dispositif « Kap Photovoltaïque » à la date de notification de la décision de résiliation.

La présente convention continuera ainsi à produire ses effets entre toutes les Parties jusqu'au paiement du dernier dossier déclaré conforme et ayant été éligible au moment de la notification de la décision de résiliation.

## **B. Résiliation pour événements extérieurs à la convention**

### *B1 Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire*

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Professionnel.

En cas de liquidation judiciaire du Professionnel, la convention est résiliée, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Professionnel.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Professionnel, à aucune indemnité.

### *B2 Arrêt du dispositif Kap Photovoltaïque*

En cas d'arrêt du dispositif régional « Kap Photovoltaïque », la présente convention sera résiliée de plein droit, sans mise en demeure préalable ni droit à indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception postal ou électronique.

La présente convention continuera néanmoins à produire ses effets entre toutes les Parties jusqu'au paiement du dernier dossier déclaré conforme et ayant été éligible au moment de la notification de la décision de résiliation.

## **C. Résiliation pour faute**

C.1 La Région Réunion ou son représentant peut résilier la convention pour faute du Professionnel en cas de manquement grave de ce dernier à l'une des obligations essentielles imposées par la présente convention, notamment dans les cas suivants :

- a) Le Professionnel contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le Professionnel s'est livré, à l'occasion de l'exécution de la convention, à des actes frauduleux ou à des malversations ;
- c) Postérieurement à la signature de la présente convention, le Professionnel ou son représentant a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- d) Le Professionnel ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un constat émis par Energies Réunion ou par toute personne ou organisme habilité à cet effet ;
- e) Le Professionnel déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- f) Le Professionnel a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou elle ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants éventuellement mentionnées dans la présente convention ;
- g) Le Professionnel n'a pas produit les attestations d'assurances dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande de la Région Réunion ou de Energies Réunion ou de leurs représentants ;
- h) Postérieurement à la signature de la convention, les renseignements ou documents produits par le Professionnel à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à la signature de la présente convention s'avèrent inexacts ;
- i) Lors de l'analyse des dossiers de demande d'aide ou postérieurement à celle-ci, les renseignements ou documents fournis par le Professionnel à l'appui de sa demande s'avèrent inexacts ;
- j) En cas de dissimulation ou de falsification d'informations devant être communiquées aux autres Parties ou au Particulier ;
- k) Le Professionnel ne se conforme pas à l'une des exigences mentionnées à l'article 4C de la présente convention ;
- l) Lors des audits de certification, le CONSUEL (ou tout autre organisme mandaté par les organismes de certification) constate que le Professionnel n'a plus les compétences requises ou ne respecte pas les engagements demandés pour le référentiel de certification ;
- m) La pose de l'installation a été réalisée avant la date de réception d'un dossier de demande complet et conforme, ou pendant une période non couverte par l'assurance du Professionnel ;
- n) le Professionnel ne s'acquitte pas du remboursement de la subvention prévue en cas d'installation non-conforme à l'article 10 de la présente convention.
- o) L'installation a été réalisée sans déclaration préalable de travaux ou n'a pas fait l'objet d'une déclaration complète et conforme aux services d'EDF.

C.2 Sauf dans les cas prévus aux b), c), e) et h) ci-dessus, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution, doit avoir préalablement été notifiée au Professionnel par la Région Réunion et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la Région Réunion informe le Professionnel de la sanction envisagée ainsi que de la suspension automatique du traitement de ses dossiers dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention et l'invite à présenter ses observations.

A l'expiration de la mise en demeure, la Région Réunion pourra provoquer ou accéder à une demande de conciliation effectuée par le Professionnel avant la notification de la décision de résiliation. La démarche de conciliation est une simple faculté et ne saurait constituer un préalable obligatoire à la résiliation de la convention.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au Professionnel par courrier recommandé avec accusé de réception postal ou électronique. La résiliation prend effet à compter de la date mentionnée dans la décision ou, à défaut, à compter de sa notification.

C.3 La résiliation de la convention ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Professionnel.

C.4 La résiliation de la présente convention pour faute du Professionnel entraîne le rejet automatique des dossiers de demande d'aide en éligibilité et/ou en paiement en cours d'instruction à la date d'effet de la décision de résiliation.

Le Professionnel devra réaliser les travaux pour lesquels il s'est engagé auprès du Particulier à ses frais et risques.

Tout dossier de demande de paiement déclaré conforme avant la date d'effet de la décision de résiliation fera en revanche l'objet du versement de la subvention dans les conditions définies à l'article 5 de la présente convention.

C.5 En cas de faute quelconque du Professionnel qui ne revêtirait pas le caractère de manquement grave à une obligation essentielle, la Région Réunion peut mettre en demeure le Professionnel de mettre un terme au manquement incriminé dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de sa mise en demeure.

En cas de non-respect des prescriptions de la mise en demeure dans le délai imparti, la Région Réunion pourra suspendre le traitement des dossiers de demande d'aide en éligibilité ou en paiement déposé par le Professionnel postérieurement à l'expiration de la mise en demeure et jusqu'au constat de mise en conformité du Professionnel. La décision de suspension du traitement des dossiers ainsi que le constat de mise en conformité sont notifiés au Professionnel par la Région Réunion ou Energies Réunion par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas de retard supérieur à 30 jours calendaires à compter de l'expiration de la mise en demeure susvisée, la faute constatée sera considérée comme un manquement grave à une obligation essentielle susceptible d'entraîner la résiliation de la convention dans les conditions définies à l'article 11.C.2. La répétition d'une même faute simple, déjà dûment constatée par la Région Réunion ou Energies Réunion et ayant fait l'objet d'une première mise en demeure, sera également considérée comme un manquement grave à une obligation essentielle susceptible d'entraîner la résiliation de la convention dans les conditions définies à l'article 11.C.2.

## Article 12. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le présent contrat est soumis au droit français.

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la convention ou à l'exécution des prestations objet de la convention.

A défaut de règlement à l'amiable, tout litige relatif à l'exécution et/ou de l'interprétation de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion.

## Article 13. ANNEXES

Les annexes à la présente convention en font partie intégrante et emportent de ce fait une valeur juridique.

Il s'agit de :

- Annexe 1 : Cahier des charges des installations subventionnées
- Annexe 2 : Adhésion du Professionnel au dispositif « Kap Photovoltaïque »
- Annexe 3 : Critères d'intervention techniques et financiers
- Annexe 4 : Caractéristiques des dossiers de demandes d'aide et de demande de paiement
- Annexe 5 : Glossaire

Fait en 3 exemplaires originaux, le .....

Pour le Professionnel	Pour Energies Réunion	Pour la Région Réunion
Signature (Mention manuscrite « Lu et approuvé »)	Signature (Mention manuscrite « Lu et approuvé »)	Signature (Mention manuscrite « Lu et approuvé »)
(Nom et qualité du signataire)	(Nom et qualité du signataire)	(Nom et qualité du signataire)



## Annexe 1. Cahier des charges des installations subventionnées

### 1.1. Utilisation de l'énergie produite

Les différents modes d'utilisation de l'électricité produite acceptés pour les installations sont les suivants :

- **Autoconsommation totale** (pas de surplus d'électricité produite, pas de vente de surplus)
- **Autoconsommation partielle** (surplus d'électricité), **sans vente** (bridage de l'excédent ou réinjection gratuite sur le réseau)

**Les installations photovoltaïques dont tout ou partie de l'énergie produite est vendue à EDF SEI dans le cadre d'un contrat d'achat ne peuvent pas bénéficier de l'aide régionale et européenne.**

### 1.2. Exigences vis-à-vis des centrales photovoltaïques

La **puissance totale installée sur un même site** sera strictement comprise **entre 300 et 9 000 Wc inclus**.

Afin de garantir le meilleur rendement théorique pour l'installation, l'implantation se fera en recherchant **l'orientation et l'inclinaison optimale du champ photovoltaïque** ainsi qu'en **limitant les pertes générées par des ombres portées**. En particulier, la mise en série de modules présentant un couple (orientation ; inclinaison) différents n'est pas autorisée.

Dans les cas les plus défavorables, le Professionnel informera le Particulier par écrit des conséquences que peuvent avoir les pertes générées par les conditions de site (ombres portées, orientation défavorable) sur la production électrique journalière et annuelle de sa centrale. Ce document écrit sera signé par le Professionnel et le Particulier, et sera remis à Energies Réunion par le Professionnel au cours de la phase d'éligibilité.

Afin de garantir la sécurité électrique et le bon fonctionnement des installations en autoconsommation, **la conformité des installations électriques des Particuliers devra être vérifiée au préalable de l'installation de la centrale photovoltaïque**, aux frais du particulier.

**Les installations photovoltaïques devront être interconnectées à la terre**, depuis le champ photovoltaïque jusqu'au niveau de la prise de terre principale de l'habitation ou au niveau des répartiteurs de terre des tableaux de distribution électriques reliés à la terre principale de l'habitation. Les installations seront réalisées conformément aux prescriptions des dernières mises à jour des référentiels techniques, et des normes en vigueur.

Le **rapport de puissance (Pond/Pc)** entre la puissance apparente en sortie de l'onduleur Pond (kVA) et la puissance crête installée en entrée Pc (kWc) devra être compris **entre 0.5 et 2.5**. Un document du fabriquant (fiche technique, note de calcul) pourra être exigé pour vérifier l'acceptabilité de la conception.

### 1.3. *Cas particuliers des centrales photovoltaïques de petite puissance*

Au sein des présentes, une centrale photovoltaïque est considérée comme étant de petite puissance si sa puissance crête est comprise **entre 300 Wc et 2000 Wc inclus**.

La centrale photovoltaïque sera raccordée à l'installation électrique du foyer via un câble principal AC raccordé au tableau électrique du foyer, protégé par un coffret de protection AC comprenant un interrupteur sectionneur, une protection parafoudre et un dispositif différentiel résiduel (DDR) de type et de calibre adaptés.

**Ces centrales sont utilisées exclusivement à des fins d'autoconsommation totale**, et dimensionnées pour alimenter le talon de consommation du foyer.

Ces centrales photovoltaïques devront comprendre :

- **Un ou plusieurs module(s) photovoltaïque(s)** de classe II avec connecteurs MC4, de puissance minimale 300 Wc, conformes à l'IEC 61215 ;
- **Un support de fixation des modules**, mis à la terre, permettant une **pose murale, en ombrière, pergola ou en toiture** ; les installations devront être **inamovibles pour pouvoir bénéficier de la subvention** ;
- **Un onduleur réseau** installé sur support mural, **ou plusieurs micro(s) onduleur(s)**, montés à l'arrière des modules, avec isolation galvanique, indice de protection IP 65 minimum, équipés d'une protection anti-ilotage et conforme à la norme DIN VDE 0126-1-1 (ou évolution ultérieure)
- **Un coffret de protection CC/AC** comprenant un interrupteur sectionneur, une protection parafoudre et un dispositif différentiel résiduel (DDR) de type et de calibre adaptés.
- **Un système de comptage** de l'électricité solaire produite, permettant **le suivi de la production à distance**.

#### **1.4. Exigences vis-à-vis des modules**

Les modules photovoltaïques commercialisés devront avoir une puissance minimale de 300 Wc dans les conditions standard de test (STC).

Les modules photovoltaïques utilisés devront bénéficier de la conformité CE. Les modules devront également satisfaire la conformité à la norme NF EN 61215 pour les modules au silicium cristallin, ainsi qu'à la norme NF EN IEC 61730-1.

Tout changement de marque ou de modèle de module par rapport à la commande du Particulier devra être signifié par écrit au Particulier, et signalé par écrit à Energies Réunion sous la forme d'un devis ou bon de commande rectificatif signé par la particulier à transmettre avec les pièces de paiement.

Les modules installés sont garantis (pièces uniquement) pendant 10 ans. Une garantie de performance annoncée par le constructeur d'au minimum 80% de la puissance nominale après 25 ans de fonctionnement sera également exigée.

Le coefficient de perte en température  $P_{mpp}$  du module devra être inférieur à 0.43 % par °C en valeur absolue.

La tension au point de fonctionnement maximal ( $V_{mpp}$ ) de la chaîne de modules devra entrer dans la plage de fonctionnement de l'onduleur.

Le câblage des branches de modules se fera de sorte à minimiser les boucles de courant induit et sans hétérogénéité dans l'inclinaison ou l'orientation des modules. Une protection contre les surintensités devra être installée au niveau de chaque branche.

Le repérage des polarités des câbles courant continu doit être réalisé au niveau des extrémités des câbles, soit par un marquage + ou -, soit par une couleur, la couleur bleue étant réservée à la polarité négative.

La mise à la terre se fera au niveau du cadre de chaque module. Les éléments de structure porteuse du champ devront également être mis à la terre en assurant la continuité de la liaison équipotentielle.

Les panneaux solaires hybrides, produisant à la fois eau chaude et électricité sont acceptés, dans la limite des critères définis ci-dessus, qui s'appliquent pleinement.

La réglementation SOREN impose que l'éco-participation soit facturée sur chaque module commercialisé.

### 1.5. Exigences vis-à-vis de l'onduleur

L'onduleur sera dimensionné de manière que :

- Pour les onduleurs de type « multi-chaines », le courant d'entrée maximal de l'onduleur soit supérieur au courant de court-circuit maximal de la (ou des) chaîne(s) de modules reliée(s) à celui-ci ;
- La tension d'entrée maximale de l'onduleur devra être supérieure à la tension en circuit ouvert de la (ou des) chaîne(s) de modules reliée(s) à celui-ci ;
- La tension du champ PV entre dans la plage de fonctionnement de l'onduleur ;
- La puissance crête installée soit inférieure ou égale à la puissance maximale CC admissible en entrée de l'onduleur.

L'onduleur devra être dimensionné par rapport aux ratios (Pond/Pc) définis au paragraphe 1.2. du présent cahier des charges.

L'onduleur devra être placé dans un endroit ventilé et sec, à l'abri du rayonnement solaire direct et des projections d'eau. À défaut, s'il est placé en extérieur sans protection, l'onduleur devra avoir un indice de protection IP supérieur ou égal à 54.

Le paramétrage de l'onduleur sera réalisé de manière à :

- Pour l'ensemble des centrales, faire en sorte que le champ photovoltaïque fonctionne toujours au point de puissance maximal
- Pour les centrales avec stockage :
  1. Assurer l'alimentation des charges électriques de l'habitation à partir de la production photovoltaïque ;
  2. Recharger les batteries à partir de l'excédent de production photovoltaïque ;
  3. Interdire la recharge des batteries à partir du réseau électrique, sauf pour la première charge avant mise en service.

Les **onduleurs sans isolation galvanique** sont acceptés, sous réserve qu'ils soient **protégés par un DDR de type B en sortie d'onduleur**, de calibre adapté. Les onduleurs avec isolation galvanique sont également acceptés et peuvent déroger à cette obligation.

L'utilisation des micro-onduleurs est acceptée.

Le courant d'entrée maximal du micro-onduleur devra être supérieur au courant de court-circuit maximal du module photovoltaïque. La tension d'entrée maximale devra être supérieure à la tension en circuit ouvert du module photovoltaïque. L'indice de protection des micro-onduleurs devra être au minimum IP 65.

L'installation des micro-onduleurs doit se faire en limitant l'exposition prolongée de ceux-ci aux rayons UV et aux intempéries. Les câbles principaux des micro-onduleurs doivent être connectés dans un boîtier de raccordement AC et protégés par des disjoncteurs au calibre conforme aux normes en vigueur. Les onduleurs et micro-onduleurs devront bénéficier de la conformité CE et d'une garantie minimale de 5 ans à compter de la date d'émission de la facture d'achat pour le client final.

Les onduleurs et micro-onduleurs devront être certifiés conforme à la dernière version en vigueur de la norme DIN VDE 0126 1.1., et de ce fait comporter un dispositif de découplage adapté. Les plages de fréquence utilisées devront être adaptées pour une utilisation en zone non interconnectée et devront être conformes au dernier référentiel technique SEI en vigueur.

Les onduleurs et micro-onduleurs devront être paramétrés sur une plage de fréquence allant de 46 Hz à 52 Hz. Dans le cas particulier où la production est raccordée à un départ équipé d'un réenclencheur rapide (information indiquée sur la convention de raccordement), la plage de fréquence ira de 49,5 à 50,5 Hz.

### **1.6. Exigences vis-à-vis des systèmes de stockage d'énergie**

Les centrales photovoltaïques avec stockage raccordées au réseau doivent satisfaire la norme XP C 15-712-3 dans sa version la plus récente en vigueur.

Le système de stockage est composé a minima de :

- Soit un système « tout en un » comprenant un régulateur de charge, l'onduleur et le chargeur de batterie, le système de surveillance de l'état de charge de la batterie (BMS), ainsi que la/les batteries,
- Soit un système composé d'un onduleur hybride (onduleur-chargeur) et d'une ou plusieurs batteries.

Le système de stockage sera connecté au réseau en respectant la norme DIN VDE 0126 1.1. ou évolution ultérieure. Les conceptions en bus CC et bus AC sont acceptées.

L'installation photovoltaïque couplée au système de stockage devra comprendre obligatoirement :

- Un dispositif de mesure de la consommation d'énergie provenant du réseau EDF et de report de cette information pour le foyer équipé ;
- Un dispositif de protection contre les courts-circuits en courant continu ainsi qu'un coffret de protection pour la/les batteries et le/les onduleurs. Le choix de fusionner les deux dispositifs de protection est laissé au Professionnel ;
- Une armoire de permutation « Normal/Secours » (inverseur de source) afin d'alimenter les appareils sensibles (a minima froid alimentaire, éclairage et moyens de communication) en cas de coupure du réseau EDF ;
- Un système d'interface utilisateur permettant de suivre a minima l'évolution de la production journalière de la centrale photovoltaïque et de l'état de charge de la batterie. Le but étant de sensibiliser le Particulier à adapter sa consommation avec sa production et l'état de sa batterie, ces informations lui seront indispensables. Les données de production issues de ce

système de suivi devront pouvoir être consultées par Energies Réunion ou par le prestataire mandaté par la Région Réunion lors des visites de contrôle.

- Un système de coupure d'urgence omnipolaire et simultané, clairement identifié et accessible. Deux modes de gestion de la batterie seront proposés :

- **Mode Journalier** : il s'agit d'un mode d'autoconsommation dans lequel la décharge des batteries est limitée à un seuil permettant de ne pas altérer sa durée de vie.
- **Mode Secours** : lors de coupures du réseau EDF, la décharge de la batterie est autorisée à un seuil plus important, permettant d'alimenter les appareils du foyer pendant une durée plus importante. Cette décharge profonde ne sera autorisée qu'en cas de coupure d'alimentation du réseau électrique. Le seuil de décharge journalier des batteries sera défini au cas par cas en fonction des caractéristiques techniques intrinsèques des batteries installées.

Lors des visites de site, un test de basculement entre le mode de fonctionnement journalier et le mode secours pourra être réalisé en simulant une coupure du réseau électrique.

La capacité utile s'entend comme la quantité d'énergie réellement utilisable par le Particulier pour répondre à ses besoins énergétiques sans dégrader la durée de vie de la batterie. Elle se calcule comme le produit de la capacité de stockage totale installée et du taux de profondeur de décharge de la batterie en Mode Journalier, en incluant les rendements de charge/décharge inhérents à chaque technologie.

**L'installation de système de stockage pour les centrales photovoltaïques de puissance inférieure à 1 kWc n'est pas autorisée.**

Au-delà de 1 kWc de puissance installée, la capacité utile de stockage C, devra être strictement comprise entre les valeurs du tableau suivant :

Puissance crête de la centrale PV	1 à 2 kWc	2 kWc à 9 kWc inclus
Capacité utile minimale	1.9 kWh	3.8 kWh
Capacité utile maximale	6 kWh	21 kWh

Le dimensionnement de la capacité utile doit être réalisé de telle sorte que **la recharge complète de la batterie puisse être assurée intégralement par le champ photovoltaïque installé**, tenant compte des différents rendements.

Les batteries installées devront permettre d'assurer **une durée de vie minimale de 6000 cycles à 25°C**. Un cycle est défini comme une opération de décharge suivie d'une charge.

Pour optimiser la durée de vie de la/des batterie(s), celle(s)-ci seront dimensionnées de manière à réaliser idéalement un cycle par jour, en évitant les cycles de charge + décharge partielle.

Le nombre de cycles étant influencé par la température des cellules, le courant de charge/décharge, et la profondeur de décharge, le dimensionnement des batteries devra en tenir compte.

Le passage en mode Secours doit se faire dans un laps de temps inférieur à 200 millisecondes.

Le mode Secours doit permettre de sécuriser a minima, en équivalent puissance, l'éclairage, le froid alimentaire et les dispositifs de communication. Le Particulier est cependant laissé libre du choix des appareils électriques à alimenter, dans les limites de puissance et de capacité du système.

La capacité totale installée sera dimensionnée de manière à permettre la recharge complète des batteries à partir de la production solaire photovoltaïque journalière. En aucun cas la recharge des batteries ne pourra se faire à partir du réseau électrique EDF.

Le système de stockage devra être conforme aux normes internationales en vigueur selon la technologie retenue et conformité CE. Sa mise en œuvre devra être conforme aux prescriptions de la NF C 15-100 et des guides UTE, notamment l'XP C15-712-3. Par ailleurs, les batteries devront être conformes à la norme NF EN 61427 (ou équivalent ultérieur). La mise en œuvre des batteries respectera les exigences de sécurité établies dans la norme NF EN IEC 62485-2.

Le système de stockage devra bénéficier d'une garantie installateur de 2 ans portant sur la fourniture des batteries et des pièces détachées de protection électrique (fusibles, disjoncteurs, etc.).

Pour les maisons individuelles, le dispositif de stockage est placé hors des pièces principales, de la cuisine, des pièces d'eau (salles de bain, cabinets d'aisance), des dégagements et circulations et des greniers.

Le dispositif de stockage devra être situé dans un endroit propre, ventilé, sec et à l'abri du rayonnement solaire direct. Il sera implanté de manière à limiter les risques liés à l'environnement (température, humidité), les risques d'électrocution, de brûlures et d'explosion. Une signalétique spécifique mentionnant le risque électrique lié aux batteries devra être apposée. Il ne devra pas y avoir de pièces nues sous tension, par conséquent les cosses des batteries devront être protégées par des caches-bornes.

Le dispositif de stockage devra disposer d'un indice de protection IP suffisant par rapport à ses conditions d'implantation : IP 20 minimum pour une installation intérieure, IP 54 minimum pour une installation extérieure.

Lors de l'installation, il est nécessaire de prévoir une place suffisante autour de la (des) batterie(s) pour faciliter les interventions futures de surveillance et de maintenance de la batterie.

### **1.7. Exigences vis-à-vis des interfaces utilisateurs**

Toute centrale bénéficiant de la subvention sera équipée d'un système d'interface utilisateur comprenant obligatoirement :

- **Pour les installations sans stockage** : un dispositif de mesure, permettant de suivre sur place et à distance la production photovoltaïque (journalière, hebdomadaire, mensuelle et annuelle) et la consommation d'énergie provenant du réseau EDF, situé en sortie d'onduleur ou en entrée de tableau,
- **Pour les installations avec stockage** : un dispositif de mesure permettant de suivre sur place et à distance la production (journalière, hebdomadaire, mensuelle et annuelle), la consommation d'énergie provenant du réseau EDF et a minima l'état de charge de la batterie.



Le suivi à distance se fera via une plateforme logicielle fournie par le Professionnel. Les codes d'accès à la plateforme logicielle pourront être demandés lors des visites de contrôle.

Afin d'évaluer l'impact énergétique du dispositif d'aide financé par l'Union Européenne, Energies Réunion se réserve le droit de demander au Professionnel les données collectées par ces interfaces utilisateur, le Professionnel ayant accès de manière centralisée à ces données.

Le Professionnel accepte la transmission de données de production et de consommation anonymisées sur les installations qu'il aura réalisées.

### **1.8. Exigences vis-à-vis du raccordement au réseau EDF**

Les **sites isolés** (maisons ou bâtiments non raccordés au réseau de distribution) **ne peuvent pas bénéficier de l'aide régionale et européenne.**

Dans tous les cas, le Professionnel est tenu **d'adresser une déclaration de l'installation à EDF SEI**, variant selon le mode de valorisation de l'électricité choisi.

L'installation d'un Dispositif d'Echange d'Informations d'Exploitation (DEIE) est obligatoire pour toutes les centrales photovoltaïques entrant dans le champ d'application de l'arrêté du 23 avril 2008. Le DEIE est installé par EDF SEI. Le Professionnel devra prévoir les attentes nécessaires à l'installation complète du DEIE, en termes d'alimentation électrique et de communication, pour les centrales photovoltaïques de puissance supérieure à 3 kVA.

Les conditions techniques de l'installation du DEIE sont disponibles dans la documentation technique de référence d'EDF SEI.

### **1.9. Moyens de vérification**

Pour s'assurer du respect de l'ensemble des critères techniques énoncés dans la présente annexe, Energies Réunion exigera du Professionnel qu'il fournisse, en amont du traitement de son dossier, ou à l'issue des audits de contrôle menés par le prestataire désigné par la Région Réunion, l'ensemble des pièces listées ci-dessous, sans que cette liste soit exhaustive ou limitative :

- Schéma électrique unifilaire de la centrale photovoltaïque, plans d'implantation du champ solaire ;
- Simulations de productible et simulations économiques réalisées dans le cadre du projet ;
- Schéma électrique de câblage des coffrets de protection ;
- Fiche(s) technique(s) de l'ensemble des composants installés : modules, systèmes d'intégration en toiture, onduleur, batteries, organes de protection, accessoires ;
- Avis techniques ou notes de calcul relatifs à la tenue aux conditions tropicales et cycloniques des procédés de pose mis en œuvre pour les modules ;
- Certificats de conformité CE/ TUV/IEC pour les modules ;

- Certificat de conformité DIN VDE pour les onduleurs ;
- Certificat de conformité IEC 61427 pour les batteries ;
- Certificats de garantie du matériel ;
- Manuel d'utilisation des onduleurs ;
- Données de production et de consommation d'une installation ou d'un ensemble d'installations.

Le Professionnel autorise également le CONSUEL à transmettre à Energies Réunion les attestations de conformité avec réserves, les rapports de visite, ainsi que tout document concernant les centrales qui ont fait l'objet d'une subvention dans le cadre de cette convention.

#### **1.10. Montant de l'aide et montant restant à charge du particulier**

Les montants maximum des aides par type d'installation sont donnés ci-après.

##### **Pour toute la durée de la convention :**

<b>Installations photovoltaïques en autoconsommation totale, sans vente d'électricité, répondant aux conditions définies en annexe</b>		
Puissance installée	Sans stockage	Avec stockage
0,3 à 2 kWc inclus	<b>1 500 €</b>	<b>2 000 €</b>
> 2 kWc à 9 kWc inclus	<b>3 000 €</b>	<b>6 000 €</b>

<b>Système de stockage seul, répondant aux conditions définies en annexe 1 (§ 1.6.)</b>
<b>3 000 €</b>

L'aide régionale pour l'installation des systèmes de stockage seuls **est plafonnée à 70% du coût hors taxes du système**, dans la limite du montant forfaitaire cité précédemment.

Le montant restant à charge du particulier peut être inférieur au montant de l'aide régionale et européenne, dans la limite d'un plafond d'aides, toutes aides publiques à l'investissement confondues.

### 1.11. Prix plafonds et plan de financement – installations PV sans stockage

Pour être éligible au dispositif d'aide, le prix toutes taxes comprises de vente de l'installation doit respecter les plafonds détaillés ci-dessous.

Les prix donnés sont des montants toutes taxes comprises, comprenant :

- Le matériel nécessaire au fonctionnement normal et réglementé de la centrale photovoltaïque (à titre indicatif : le système de fixation, les modules, les accessoires tels que les optimiseurs de puissance, les câbles et boîtiers de connexion, les systèmes de régulation et de sécurité électrique, l'onduleur, la mise à la terre, les compteurs d'injection et de consommation) ;
- Le raccordement de l'installation au réseau ;
- La pose et la fourniture des compteurs, le coût de la visite de contrôle par le CONSUEL ;
- La pose et les différents coûts de main d'œuvre associés à la réalisation et à la mise en service d'un système opérationnel ;
- L'interface utilisateur permettant de suivre le bon fonctionnement de l'installation et l'accès aux données d'exploitation (production, consommation, etc.) consultable a minima sur site, et conforme aux exigences du paragraphe 1.7. ;
- Le coût de la visite de contrôle par le CONSUEL.

Pour les **puissances inférieures ou égales à 2 kWc**, l'aide est un montant forfaitaire de **1500 € pour une installation sans vente d'électricité**.

Pour les **puissances supérieures à 2 kWc et inférieures à 9 kWc**, l'aide est un montant forfaitaire de **3 000 € pour une installation sans vente d'électricité**.

Puissance installée	Prix de vente plafond € TTC (avant application de l'aide)
0.3 kWc	2150 €
1 kWc	4000 €
2 kWc	7000 €
3 kWc	9500 €
4 kWc	11 500 €
5 kWc	14 000 €
6 kWc	16 000 €
7 kWc	18 000 €
8 kWc	20 000 €
9 kWc	21 000 €

Entre ces valeurs seuil, les prix plafonds sont calculés par interpolation linéaire, avec la formule suivante :

$$\text{Prix}(P \text{ recherchée}) = \text{Prix connu inférieur} + (P \text{ recherchée} - P \text{ inférieure}) \times \frac{(\text{Prix connu supérieur} - \text{Prix connu inférieur})}{(P \text{ supérieure} - P \text{ inférieure})}$$

Par exemple, pour une centrale de 1.5 kWc, la formule donne :

P recherchée : 1.5 kWc

P inférieure : 1 kWc

P supérieure : 2 kWc

Prix connu inférieur : 4000 € par rapport au tableau ci-dessus

Prix connu supérieur : 7000 € par rapport au tableau ci-dessus

$$\text{Prix (1.5 kWc)} = 4000 + (1.5 - 1) \times (7000 - 4000) / (2 - 1) = 4000 + 0.5 \times 3000 = 5500 \text{ €}$$

Les prix plafonds ci-dessus sont établis pour des centrales photovoltaïques en toiture. Les surcoûts éventuels liés au type de fixation sont exclus de l'assiette des dépenses éligibles. Par conséquent, en cas de dépassement du prix plafond dû à un mode de fixation différent (ombrière, pergola, etc.), **le Professionnel devra distinguer sur son devis les surcoûts liés au mode de pose.**

De même, dans le **cas de centrales photovoltaïques avec panneaux solaires hybrides** produisant eau chaude et électricité, **les postes liés à la plomberie, à la mise en sécurité du circuit d'eau chaude sont exclus de l'assiette des dépenses éligibles.** Le Professionnel devra distinguer sur son devis les postes concernés pour la production d'eau chaude.

Le plan de financement des installations, toutes aides publiques à l'investissement confondues, est donné dans les tableaux ci-après.

Installations PV sans stockage <b>sans vente d'électricité</b>	<b>0.3 à 2 kWc</b>	<b>&gt; 2 kWc à 9 kWc inclus</b>
<b>Aide Kap Photovoltaïque</b>	1500 €	3000 €
<b>Part FEDER (%)</b>	85%	85%
<b>Part Région Réunion (%)</b>	15%	15%

### 1.12. Prix plafonds et plan de financement- installations PV avec stockage

Pour être éligible au dispositif le prix toutes taxes comprises de vente de l'installation doit respecter les plafonds détaillés ci-dessous.

Les prix donnés sont des montants toutes taxes comprises, comprenant :

- Le matériel nécessaire au fonctionnement normal et réglementé de la centrale photovoltaïque couplée à un système de stockage,
- La pose et la fourniture des compteurs, le coût de la visite de contrôle de l'installation par le CONSUEL,
- La pose et les différents coûts de main d'œuvre associés à la réalisation et à la mise en service d'un système opérationnel,
- L'interface utilisateur permettant de suivre le bon fonctionnement de l'installation et l'accès aux données d'exploitation (production, consommation, etc.) consultable a minima sur site, et conforme aux exigences de l'annexe 1.

Les prix donnés ci-dessous n'incluent pas le raccordement de l'installation. Si l'installation est raccordée au réseau, son coût devra apparaître sur les éléments du dossier.

Pour les puissances inférieures ou égales à 2 kWc, l'aide régionale et européenne est un montant forfaitaire de 2 000 €.

Pour les puissances supérieures à 2 kWc et inférieures ou égales à 9 kWc, l'aide régionale et européenne est un montant forfaitaire de 6 000 €.

Puissance installée	Prix de vente plafond € TTC (avant application de l'aide)
1 kWc	6500 €
2 kWc	11 000 €
3 kWc	15 690 €
4 kWc	18 960 €
5 kWc	22 178 €
6 kWc	25 500 €
7 kWc	28 615 €
8 kWc	31 833 €
9 kWc	35 000 €

Entre ces valeurs seuil, les prix plafonds sont calculés par interpolation linéaire, avec la formule précédente, en considérant les prix du tableau ci-dessus.

Le plan de financement des installations, toutes aides publiques confondues est donné dans le tableau ci-après pour les installations avec stockage.

Installations PV avec stockage sans vente d'électricité	0.3 à 2 kWc	> 2 kWc à 9 kWc inclus
<b>Aide Kap Photovoltaïque</b>	2000 €	6000 €
<b>Part FEDER (%)</b>	85%	85%
<b>Part Région Réunion (%)</b>	15%	15%

### 1.13. Prix plafonds et plan de financement - systèmes de stockage seuls

L'aide à l'installation a posteriori d'un système de stockage performant n'a pas vocation à remplacer des batteries défectueuses sur des installations avec stockage existantes. Ainsi, le financement du remplacement de batteries ne pourra pas être financé dans ce cadre.

Pour obtenir l'aide régionale forfaitaire de 3000 €, le système de stockage seul devra respecter les exigences techniques listées au paragraphe 1.6. de l'annexe 1.

Les dépenses éligibles sont :

- L'ajout d'un convertisseur et d'une/de plusieurs batterie(s) correctement dimensionnées, sur une installation photovoltaïque sans stockage en fonctionnement
- Le remplacement d'un onduleur de type grid par un ensemble composé d'un onduleur hybride + une ou plusieurs batteries.

Des exigences complémentaires concernant le bénéficiaire sont demandées. Ces exigences sont décrites à l'annexe 3 (paragraphe 3.1.).

La capacité de stockage installée devra être justement dimensionnée au regard de la production solaire disponible, et de la consommation du foyer pour pouvoir maximiser le taux d'autoconsommation du bénéficiaire.

Le plan de financement est donné ci-après pour les systèmes de stockage seuls.

Système de stockage seul, installé sur des centrales de 1 à 9 kWc préalablement installées	
Aide Kap Photovoltaïque	3000 €
Part FEDER (%)	0%
Part Région Réunion (%)	100%
Prix plafond € TTC	10 000 €

### 1.14. TVA applicable

A la date d'écriture de la présente convention :

**La TVA ne s'applique pas sur le matériel photovoltaïque** : panneaux, onduleurs, batteries, câbles, structure, et toutes sujétions de matériel lié à la centrale photovoltaïque sont exonérés de TVA.

**Il est recommandé au Professionnel de vérifier auprès de l'administration fiscale les taux de TVA en vigueur à La Réunion concernant la main d'œuvre et les prestations intellectuelles.**



## Annexe 2. Adhésion du Professionnel au dispositif « Kap Photovoltaïque »

Le dispositif « Kap Photovoltaïque » est destiné aux Professionnels dont l'entreprise est immatriculée à La Réunion (974), ou qui possèdent un établissement secondaire ou une filiale de leur société sur le territoire de La Réunion (974).

Le Professionnel procédant à la fourniture et à l'installation de la centrale photovoltaïque devra posséder les compétences professionnelles nécessaires, ainsi que les garanties légales couvrant explicitement l'ensemble des activités et travaux qu'il réalise.

Ces conditions seront considérées satisfaites par la fourniture d'un **dossier complet et conforme de candidature**, établi à l'attention de Energies Réunion, et qui devra comporter **l'intégralité** des pièces suivantes :

### ➤ Une partie administrative comprenant :

- Une **lettre de candidature** ;
- **L'attestation d'assurance responsabilité civile et garantie décennale** adaptée aux prestations réalisées valide au moment du dépôt de la candidature, et à mettre à jour pendant toute la durée de validité de la convention ;
- Une **attestation de régularité fiscale** valide au moment du dépôt de la candidature, et à mettre à jour pendant toute la durée de validité de la convention ;
- Une **attestation justifiant du paiement des cotisations sociales (URSSAF)** valide au moment du dépôt de la candidature, et à mettre à jour pendant toute la durée de validité de la convention ;
- Une **certification professionnelle pour son activité photovoltaïque, portant sur la reconnaissance des capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise pour la conception et la réalisation de travaux de qualité**. La certification sera conforme au référentiel établi selon la norme NF EN ISO 17065, et sera à conserver pendant toute la durée de validité de la convention.

Sont acceptées :

- La qualification RGE QualiPV 36 ou RGE QualiPV 500
- La qualification QualiBAT 5911 (Installations photovoltaïques de puissance inférieure à 36 kVA) ou supérieure ;
- La certification QUALIFELEC SPV 1 (Installations photovoltaïques de puissance inférieure à 36 kVA) ou supérieure ;
- Un **extrait K-bis de la société datant de moins de 6 mois**
- **Le RIB de la société (format IBAN BIC) ;**
- **La preuve d'adhésion de l'entreprise à l'éco-organisme SOREN ;**
- **Le cas échéant, la preuve d'adhésion de l'entreprise à un organisme local de collecte et de recyclage des batteries, à renouveler annuellement**

- **Une présentation de l'entreprise et de ses effectifs** : dans le cas du recours à la sous-traitance, celui-ci doit être identifié dès le stade du dépôt du dossier et doit aussi respecter les exigences de certification ;
- Le **chiffre d'affaires de la société** sur les 3 derniers exercices ;
- La présente **convention signée en trois exemplaires**.

#### ⇒ La partie technique du dossier de candidature comprendra :

- Les **fiches techniques** des modules, système de pose, onduleurs, batteries, coffrets de protection, accessoires divers, faisant apparaître les performances attendues dans l'annexe 1 ;
- Les **schémas électriques unifilaires de chaque centrale proposée**, permettant d'identifier les différents organes de production, de conversion, de régulation, de protection, la section des câbles, les tensions, courants et calibres en jeu ;
- Les **avis techniques (ou notes de calcul) relatifs à la tenue aux conditions tropicales et cycloniques des procédés de pose** mis en œuvre pour les modules ;
- Un (ou plusieurs) **exemple(s) d'étude(s) de productible** réalisée pour un client résidentiel ;
- Une **liste de références sur les centrales photovoltaïques réalisées à La Réunion** à la date du dépôt de la candidature ;
- Les **certificats de conformité** suivants pour le matériel :
  - CE, TUV, IEC 61215 et IEC 61 730-1 pour les panneaux photovoltaïques ;
  - DIN VDE 0126-1-1 ou évolution ultérieure pour les onduleurs ;
  - NF EN 61427 pour les batteries.

#### ⇒ La partie économique du dossier de candidature comprendra :

- Les **propositions commerciales établies selon le bon de commande type**, pour toutes les centrales qui seront commercialisées dans le cadre du dispositif, incluant les prix complets des centrales ainsi que **leurs conditions générales de vente** ;
- Un (ou plusieurs) **exemple(s) de plan d'affaires, business plan, ou tableau d'amortissement** réalisé pour un client résidentiel.

**Tout dossier de candidature incomplet ne pourra pas être instruit.** Energies Réunion instruit le dossier dans un délai d'un mois à compter de l'accusé de réception d'un dossier de candidature complet.

A l'issue de l'instruction, si le dossier de candidature est complet et conforme, Energies Réunion en informe la Région Réunion et procède à la signature des conventions de partenariat. Celles-ci sont ensuite transmises à la Région Réunion par courrier. Energies Réunion notifie ensuite le début du partenariat au solariste concerné.

## Annexe 3. Critères d'intervention techniques et financières

### 3.1. Conditions d'éligibilité au dispositif « Kap Photovoltaïque »

La subvention « Kap Photovoltaïque » est accordée **uniquement à un particulier propriétaire en son nom propre. Il n'est pas nécessaire d'être propriétaire occupant.**

Il existe des cas spécifiques où le particulier acheteur est différent du particulier propriétaire. Dans ce cas, les 2 noms et signatures (acheteur et propriétaire(s)) devront figurer sur le devis et sur l'ensemble des pièces du dossier de demande, avec mention expresse du (ou des) propriétaires.

Toute demande faite au nom d'une société quelle qu'elle soit ne pourra être instruite.

Pour **l'obtention de l'aide à l'installation a posteriori d'un système de stockage performant**, le bénéficiaire doit respecter les 2 conditions suivantes :

- **Posséder une centrale photovoltaïque sans stockage sur l'habitation qui a fait l'objet d'une subvention au titre du dispositif « Chèque Photovoltaïque » ;**
- **Respecter un délai minimum de 5 ans entre la demande d'aide initiale et la demande d'aide pour le stockage.**

### 3.2. Conditions de cumul des aides

**L'aide régionale et européenne « Kap Photovoltaïque » n'est pas cumulable avec la prime à l'investissement Pk instaurée par l'arrêté tarifaire S24.**

La règle générale est d'avoir **une seule demande d'aide « Kap Photovoltaïque » par parcelle cadastrale.**

Un particulier ne peut pas bénéficier plusieurs fois d'une aide régionale et européenne à la même adresse, sauf s'il s'agit de l'ajout d'un système de stockage sur une installation photovoltaïque sans stockage existante datant de plus de 5 ans, dans les conditions prévues au paragraphe 1.13.

Un particulier peut bénéficier plusieurs fois de l'aide régionale uniquement dans les cas suivants :

- S'il s'agit de plusieurs centrales photovoltaïques installées sur plusieurs adresses différentes, appartenant au même propriétaire : une résidence principale et une résidence secondaire par exemple ;
- S'il s'agit de plusieurs centrales photovoltaïques installées sur des maisons mitoyennes appartenant au même propriétaire.

Le cumul des aides « Kap Photovoltaïque » est conditionné, quels que soient les cas, au respect d'un plafond d'aides publiques global, conformément aux conditions fixées dans les régimes d'aides d'Etat et des régimes d'aides communautaires européens.

### 3.3 Conditions de garantie

Conformément aux articles L211-4 à 14 du Code de la Consommation, toute installation photovoltaïque commercialisée dans le cadre du dispositif « Kap Photovoltaïque » bénéficiera d'une période de **garantie légale de conformité de 2 ans à compter de la date d'achat**, au cours de laquelle **le professionnel s'engage à intervenir** :

- En cas de défaut rendant le produit impropre à l'usage : un onduleur sous tension AC n'étant pas en mesure de produire de l'énergie électrique par exemple, ou une batterie hors service.
- En cas de produit non conforme au contrat de vente initial : matériel de marque différente
- En cas de produit ne possédant pas les caractéristiques annoncées lors de la vente initiale.

Si le défaut de fonctionnement d'un composant non productif (onduleur, batterie) interrompt le fonctionnement normal de la centrale photovoltaïque pour une durée supérieure à 15 jours, le professionnel fournira au particulier un matériel de courtoisie, de caractéristiques équivalentes à ce qui a été initialement installé.

La garantie de 2 ans inclut :

- La mise à disposition par le Professionnel, via son fournisseur, des pièces de rechanges correspondantes ;
- La mise à disposition par le Professionnel, via le fournisseur, d'un appareil de rechange similaire ; le fournisseur prenant en charge les coûts d'achat et d'approvisionnement Réunion du matériel, hors main d'œuvre.

**Les conditions générales de vente du Professionnel devront inclure ces conditions de garantie.**

Par ailleurs, il est précisé que les conditions générales de vente du Professionnel ne sont pas applicables pour les points sur lesquels elles viennent en contradiction avec les différentes exigences des présentes.

## Annexe 4. Caractéristiques des dossiers de demande d'aide et de demande de paiement

Les pièces à fournir, **intégralement remplies, lisibles, datées et signées** pour la **demande d'éligibilité** sont :

- Le formulaire de demande d'aide (document type dématérialisé fourni par Energies Réunion) ;
- Un mandat de représentation ainsi qu'une attestation de maintenance (documents types dématérialisés fournis par Energies Réunion) ;
- La fiche d'engagement du demandeur (document type dématérialisé fourni par Energies Réunion) ;
- Le document relatif aux données de production de la centrale photovoltaïque (document type dématérialisé fourni par Energies Réunion) ;
- Le devis (ou bon de commande) détaillé et signé conforme aux exigences des présentes et à la réglementation en matière de vente à domicile ;
- Une facture EDF au nom du Particulier demandeur justifiant la souscription d'un abonnement au réseau de distribution à l'adresse qui fait l'objet de la demande ;
- Un justificatif de propriété du Particulier
- Une copie d'une pièce d'identité valide du Particulier demandeur ;
- Un dossier de permis de construire dans le cas d'une nouvelle construction.

Les documents signés électroniquement devront comporter un certificat d'authenticité permettant de vérifier leur validité.

Les documents signés par le Particulier bénéficiaire doivent être authentiques et ne peuvent pas subir de modifications, ou comporter des annotations, sous peine de rejet.

La conformité du dossier de demande d'aide est conditionnée au respect des exigences listées ci-dessous :

### Formulaire de demande d'aide (ELI 1)

- Doit être présent dans le dossier de demande ;
- Les champs nécessaires doivent être intégralement et dûment remplis ;
- Les informations renseignées doivent être incluses dans les intervalles acceptables au regard de la convention ;
- Toutes les informations renseignées (demandeur(s), techniques, financières) doivent être cohérentes avec les pièces justificatives transmises. Notamment :
  - Les informations liées au(x) demandeur(s) ;
  - Les informations liées au site (adresse exacte) ;
  - Les informations techniques (type d'équipement, nombres, marques, modèles, descriptions...) ;
  - Les données financières : les sommes doivent être correctes et exactes au centime près.
- Doit être daté et signé par le Professionnel et par le Particulier.

### Mandat de représentation (ELI 2)

- Doit être présent dans le dossier ;
- Tous les champs doivent être intégralement et dûment remplis ;
- Les informations renseignées doivent être cohérentes vis-à-vis du dossier de demande de subvention et des pièces transmises (identification du(des) demandeur(s), du professionnel partenaire, adresse exacte, montant de la subvention) ;
- Daté et signé par le Professionnel et par le Particulier.

### Attestation pour la maintenance de l'installation (ELI 3)

- Doit être présente dans le dossier ;
- Tous les champs doivent être intégralement et dûment remplis ;
- Les informations renseignées doivent être cohérentes vis-à-vis de l'ensemble du dossier de demande de subvention et des pièces transmises (identification du(des) demandeur(s), du Professionnel partenaire, adresse exacte...) ;
- Datée et signée par le Professionnel et par le Particulier.

### Formulaire de données de production (ELI 3) :

- Doit être présent dans le dossier ;
- Tous les champs doivent être dûment remplis et les cases cochées en fonction de la situation de la demande ;
- Les informations renseignées doivent être cohérentes vis-à-vis de l'ensemble du dossier de demande de subvention et des pièces transmises (identification du(des) demandeur(s), du solariste partenaire, adresse exacte) ;
- Les données de production (en kWh/an et en kWh/kWc/an) doivent être cohérentes avec la taille et les conditions d'installation de la centrale ;
- Les deux dernières cases se contredisant, elles ne peuvent pas être cochées simultanément ;
- Daté et signée par le Professionnel et le Particulier.

## Fiche d'engagement du demandeur (ELI 4)

- Doit être présente dans le dossier ;
- Tous les champs doivent être dûment remplis ;
- Les informations renseignées doivent être cohérentes vis-à-vis de l'ensemble du dossier de demande de subvention et des pièces transmises (identification du(des) demandeur(s) et du Professionnel partenaire, type d'installation) ;
- Datée et signée par le Particulier.

## Devis ou bon de commande

- Doit être présent dans le dossier ;
- Daté postérieurement à la date de signature de la convention ;
- Transmis postérieurement **à la période légale de rétractation** (Date de signature du bon de commande + **14 jours**, sauf dans le cas des salons commerciaux ou foires) ;
- Au nom du(des) demandeur(s) de la subvention ;
- L'adresse de livraison doit être l'adresse exacte de l'installation ;
- Doit faire apparaître clairement le nombre, le type, la marque, la référence et les caractéristiques du matériel proposé ;
- Les mentions ci-dessous doivent apparaître :
  - Le nom de l'opération « KAP Photovoltaïque »
  - "Subvention régionale et européenne" ou "Prime Région/Europe"
  - "Devis établi sous réserve de financement régional et européen"
- Doit contenir **les logos de la Région Réunion et de l'Union Européenne** ;
- Doit respecter **le prix plafond et le montant de subvention toutes aides publiques à l'investissement confondues fixé par la présente convention** ;
- Les sommes des montants HT et TTC doivent être correctes et exactes au centime près ;
- Signé par le demandeur.

## Pièce d'identité du demandeur

- La(les) pièce(s) d'identité doit(doivent) être présente(s) dans le dossier ;
- Le demandeur de l'aide régionale et européenne doit être le propriétaire en son nom propre ;
- Sont admissibles :
  - Carte d'identité (validité de 15 ans) ;
  - Passeport (validité de 10 ans) ;
  - Récépissé de demande de titre biométrique de la Mairie d'une nouvelle pièce d'identité.
- Si plusieurs personnes sont concernées par la demande (exemples : couple, nom sur la facture EDF différent de celui du propriétaire...), joindre les pièces de toutes les personnes concernées.

## Justificatif de raccordement au réseau EDF

- Doit être présent dans le dossier ;
- Sont admis :
  - **Facture EDF :**
    - L'espace de livraison doit correspondre à l'adresse exacte de l'installation de la centrale PV ;
  - **Proposition de raccordement en consommation ;**
    - L'adresse exacte de l'installation de la centrale PV doit être mentionnée ;
  - **Demande d'ouverture de compteur EDF pour les nouvelles constructions ;**
    - L'adresse exacte de l'installation de la centrale PV doit être mentionnée ;
  - **Autre document d'EDF justifiant que l'habitation est raccordée au réseau ;**
    - L'adresse exacte de l'installation de la centrale PV doit être mentionnée.

### Remarques :

Si le(s) nom(s) sur le justificatif de raccordement est différent du(des) nom(s) du(des) demandeur(s) (exemple : couple, propriétaire/locataire...) un document doit être fourni pour faire le lien entre ces personnes.

Sont admis :

- Livret de famille (les pièces d'identité des personnes mariées seules ne sont pas suffisantes) ;
- Attestation d'hébergement ;
- Document attestant d'un contrat de location.



## Justificatif de propriété du demandeur

- Doit être présent dans le dossier ;
- Le nom du(des) demandeur(s) doit(doivent) apparaître sur le document ;
- L'adresse de la demande doit être celle de l'habitation destinée à recevoir la centrale photovoltaïque ;
- Sont admis les pièces permettant de faire sans aucun doute la preuve de la propriété du bien équipé par le demandeur et en particulier, quand ils apportent cette preuve les documents des services fiscaux ou autres documents officiels attestant de la propriété du(des) demandeur(s) et faisant le lien avec l'adresse exacte de l'installation :

- **Taxe foncière seule :**

- Avec la mention du nom du(des) demandeur(s) ;
- Avec l'adresse exacte de l'installation au verso.

*En cas d'adresse différente de la demande, fournir un certificat d'adressage permettant de faire le lien.*

- **Acte de propriété :**

- Fournir les pages concernées ;
- Le(s) nom(s) du(des) demandeur(s) doit(doivent) être clairement mentionné(s) ;
- Le document doit mentionner l'adresse exacte de l'installation.

*En cas d'adresse différente de la demande, fournir un certificat d'adressage permettant de faire le lien.*

- **Attestation notariale :**

- Toutes les pages de l'attestation doivent être transmises ;
- Le(s) nom(s) du(des) propriétaire(s) demandeur(s) doit(doivent) être clairement mentionné(s) ;
- Le document doit mentionner l'adresse exacte de l'installation.

*En cas d'adresse différente de la demande, fournir un certificat d'adressage permettant de faire le lien.*

### **Remarques :**

Le livret de famille peut être demandé afin de faire le lien entre 2 personnes (les pièces d'identité des personnes mariées seules ne sont pas suffisantes).

#### 4.2. Composition des dossiers de demande de paiement

Les pièces à fournir, intégralement remplies et lisibles, pour la **demande de paiement** sont :

- Un **bordereau de demande de paiement** ;
- Une **copie de la facture détaillée certifiée acquittée de l'installation correspondant au dernier devis signé du particulier** ; cette facture a pour objet de certifier que le Particulier a réglé intégralement le reste à charge au Professionnel.
- Une copie du **procès-verbal de réception de l'installation signé** par le demandeur et le Professionnel ;
- **L'attestation du CONSUEL** visée par l'organisme de contrôle ;
- Un document **prouvant que l'installation a fait l'objet d'une demande auprès d'EDF SEI** ;
- **Des photos de l'installation** : les prises de vues seront réalisées de manière à faire apparaître dans leur environnement les modules ainsi que les équipements de conversion de puissance et de stockage (onduleurs, batteries, etc...). Les photos devront également permettre de visualiser les obligations de publicité de l'Union Européenne sur les installations.

Les documents signés électroniquement devront comporter un certificat d'authenticité permettant de vérifier leur validité.

Les documents signés par le Particulier bénéficiaire doivent être authentiques et ne peuvent pas subir de modifications, ou comporter des annotations, sous peine de rejet.

La conformité du dossier de demande de paiement est conditionnée au respect des exigences listées ci-dessous :

### Bordereau de demande de paiement

- Doit être présent dans le dossier ;
- Mentions obligatoires :
  - Mention « Demande de paiement » ;
  - Date de la demande de paiement :
    - La date du bordereau doit être comprise dans le délai de validité de la subvention défini à l'article 3 (18 mois à compter de la date du courrier de notification de la subvention)
  - Référence du dossier ;
  - Le(s) nom(s) et prénom(s) du(des) demandeur(s) doivent être conformes au dossier de demande d'aide ;
  - Montant de toutes les aides publiques applicables au projet : Kap Photovoltaïque et prime à l'investissement de l'Etat le cas échéant ;
- Signature et cachet du Professionnel.

## Facture acquittée de l'installation

- Doit être présente dans le dossier ;
  - Au nom du(des) demandeur(s) de la subvention ;
  - L'adresse de livraison doit correspondre exactement à l'adresse d'installation ;
  - Les informations sur le matériel vendu doivent être conformes en tout point (quantités, marques, références, caractéristiques techniques, montants et sommes HT et TTC) au devis du dossier de demande de subvention
- OU**, le cas échéant, au devis rectificatif signé par le client (à joindre obligatoirement au dossier de demande de paiement),
- OU** un justificatif signé par l'entreprise et le client doit être transmis pour signaler les changements réalisés, qui concernent tout changement de matériel (panneaux, onduleur, batterie, etc. - quantité, puissance, marque, etc.).

### Notes :

- En aucun cas, la puissance crête totale ne peut être inférieure à celle indiquée dans le dossier de demande de subvention ;
  - Les sommes HT et TTC ne peuvent en aucun cas être supérieures à celles du dossier de demande ;
- La facture doit être certifiée acquittée pour la totalité de la prestation.

Conformément aux dispositions du Code Général des Impôts, l'administration fiscale impose des mentions obligatoires devant figurer sur tous les documents commerciaux destinés à être remis aux clients ou aux tiers dans le cadre des activités commerciales de l'entreprise. Les factures, libellés au nom du bénéficiaire de l'aide régionale et européenne doivent ainsi comporter les mentions obligatoires suivantes :

- *Nom complet et adresse du Professionnel ;*
- *Nom complet et adresse du bénéficiaire en tant que client ;*
- *SIRET, SIREN, code APE, code NAF et/ou code RCS du Professionnel ;*
- *Montant et taux de TVA applicables ;*
- *Date de délivrance de la facture ;*
- *Date à laquelle est effectuée, ou achevée, la livraison de biens ou la prestation de services ;*
- *Numéro séquentiel identifiant la facture de façon unique ;*
- *Quantité et nature des biens délivrés ou étendue des services rendus, relatifs au devis initial ;*
- *Prix unitaire HT de chaque produit et taux de TVA par produit ;*
- ***Participation de la Région Réunion et de l'Union Européenne sur le montant HT ;***
- *Référence de l'assurance décennale de l'entreprise correspondant aux travaux effectués ;*
- *Total HT des produits soumis au même taux de TVA ;*
- *Montant total au prix HT, TVA et TTC ;*
- *Modalité d'exécution du règlement et le cas échéant le délai imparti ;*
- *Le cas échéant : rabais, remises, ristournes acquis et chiffrables ;*
- *Le cas échéant : reprises (notions de renouvellement) ;*
- *Le cas échéant, pour les entreprises soumises au régime de la franchise en base de TVA, la formule suivante : « TVA non applicable, art.293 B du Code Général des Impôts.*

## Procès-verbal de réception des travaux

- Doit être présent dans le dossier ;
- Doit être conforme à l'installation déclarée sur la facture acquittée ;
- La date de réception des travaux doit être **clairement mentionnée** ;
- La date de pose doit être comprise dans l'intervalle de validité de la subvention régionale et européenne : postérieure à la date d'accusé réception du dossier complet ;
- Doit mentionner sans réserve ou avec réserves levées (transmettre le bon d'intervention de levée de réserves) ;
- Doit être signé par le particulier et le professionnel.

## Attestation de conformité du CONSUEL

- Doit être présente dans le dossier ;
- Adaptée au type d'installation :
  - Formulaire bleu pour les installations sans stockage ;
  - Formulaire mauve pour les installations avec stockage.
- Toutes les informations de ce document doivent être conformes au dossier de demande de paiement (nom et prénom du demandeur, adresse exacte, informations techniques et géographiques) ;
- Ces informations doivent correspondre exactement à celles visibles en flashant le QR code.

## Justificatif de déclaration de l'installation à EDF

- Doit être présent dans le dossier ;
- Sont acceptés :
  - ❖ **Pour les installations photovoltaïques en autoconsommation totale :**
    - **L'accusé réception d'EDF SEI**, dûment daté et signé par EDF SEI, valant demande complète de convention d'autoconsommation. Il s'agit d'un document signé par EDF SEI, comportant une référence unique permettant d'identifier le demandeur.
- Les informations relatives au projet (date, demandeur, adresse exacte, informations techniques de l'installation) doivent correspondre au dossier de demande de paiement.

## Photos de l'installation

- 1 photo des modules en toiture permettant de vérifier :
  - Le nombre de modules présents en toiture ;
  - L'orientation, l'inclinaison et l'implantation.
- 1 photo du point de raccordement (des protections électriques installées) entre l'installation photovoltaïque et l'installation électrique de l'habitation ;
- Une ou plusieurs photos de(s) onduleur(s), des coffrets de protection électriques installés, des batteries. Si coffret de batteries ou armoire installé, transmettre une ou des photos du matériel se trouvant à l'intérieur.

Le matériel sur les photos doit correspondre à celui qui a été déclaré : modules, onduleurs, batteries.

La pièce (ou si extérieur) où le matériel est installé doit être visible sur photo.

Les préconisations de pose doivent avoir été respectées.

**Un autocollant type « financé par l'Union Européenne » devra être apposé sur les parties visibles de l'installation (onduleur, batteries, etc ...).**

La signalétique de sécurité doit être présente.

## Autres documents utiles

- Si d'autres modifications ont été réalisées, elles doivent être signalées et justifiées (exemple : implantation/orientation/inclinaison différente(s)).
- Tout autre élément permettant de vérifier le nombre/type de modules et d'onduleur(s) et/ou l'état du système sont possibles (extrait de la supervision de l'installation notamment).

## Annexe 5. GLOSSAIRE

**Centrale photovoltaïque** : La centrale photovoltaïque est un ensemble composé du système photovoltaïque et des éléments assurant la transmission et la transformation du courant électrique (câblages, onduleurs, etc.).

**Système de stockage** : Ensemble de produits permettant de stocker l'électricité produite par la centrale photovoltaïque et d'utiliser cette énergie pour alimenter des appareils électriques situés dans l'habitation du Particulier.

**Particulier** : Individu désirant acheter une centrale photovoltaïque.

**Kap Photovoltaïque** : Nom du dispositif d'aide de la Région Réunion et de l'Union Européenne permettant d'apporter une subvention aux Particuliers qui équipent leur résidence d'une centrale photovoltaïque sans vente d'énergie

**Capacité totale** : La capacité totale installée est le produit de la capacité de la (ou des) batterie(s) (exprimée en Ah) par la tension aux bornes de la (ou des) batterie(s) (ayant communément pour valeurs 12, 24, 48V ou plus).

**Capacité utile** : La capacité utile s'entend comme la quantité d'énergie réellement utilisable par le Particulier pour répondre à ses besoins énergétiques sans dégrader la durée de vie de la batterie. Elle se calcule comme le produit de la capacité de stockage totale installée et du taux de profondeur de décharge de la batterie, en incluant les rendements de charge/décharge inhérents à chaque technologie.

**Dossier complet** : dossier de demande d'aide ou de paiement comportant toutes les pièces listées à l'annexe 4

**Dossier conforme** : dossier satisfaisant l'ensemble des exigences listées dans la présente convention

**Dossier éligible** : dossier ayant fait l'objet d'une notification d'éligibilité de la part de la Région Réunion